ISSN 2443-7395

European Network for Rural Development

RURAL CONNECTIONS

FR

PRINTEMPS 2015

LE MAGAZINE DU DÉVELOPPEMENT RURAL EUROPÉEN

INFOS ET ACTUALITÉS

NOUVEAU POINT DE CONTACT DU REDR

PREMIÈRE ASSEMBLÉE DES RÉSEAUX RURAUX

INFOGRAPHIE: FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT RURAL DE L'UE POUR LA PÉRIODE 2014-2020

QUESTIONS ET PERSPECTIVES RURALES

COOPÉRATION TRANSNATIONALE EN VUE

PENSER AU NIVEAU MONDIAL, AGIR À L'ÉCHELLE LOCALE

DONNER LA PAROLE AUX HABITANTS DES ZONES RURALES

COUP DE PROJECTEUR SUR L'IMPLICATION DES PARTIES PRENANTES

Financé par la Commission européenne

http://enrd.ec.europa.eu

European Network for
Rural Development

Réseau européen de développement rural

Le Réseau européen de développement rural (REDR) est la plate-forme qui permet de mettre en relation les acteurs du développement rural au sein de l'Union européenne (UE). Le REDR contribue à la mise en œuvre efficace des programmes de développement rural des États membres, par l'enrichissement et la mise en commun des connaissances, ainsi qu'en facilitant les échanges et la coopération à travers l'Europe rurale.

Chaque État membre établit un réseau rural national (RRN) qui regroupe les organisations et les administrations travaillant dans le domaine du développement rural. Au niveau de l'UE, le REDR soutient la mise en relation de ces RRN, des administrations nationales et des organisations européennes.

Pour un complément d'information, visitez le site internet du REDR (http://enrd.ec.europa.eu/fr).

Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne

Un numéro unique gratuit (*):
00 800 6 7 8 9 10 11

(*) Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits (sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques).

Rédacteur en chef: Markus Holzer, chef d'unité, direction générale de l'agriculture et du développement rural, Commission européenne
Rédacteur: Ed Thorpe, directeur de la communication, point de contact du REDR
Manuscrit finalisé en avril 2015. La version originale est le texte anglais.

Pour de plus amples informations sur l'Union européenne, consultez le site http://europa.eu

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2015

ISBN 978-92-79-47805-5 - ISSN 2443-7336 - doi:10.2762/272819 (print)
ISBN 978-92-79-47795-9 - ISSN 2443-7395 - doi:10.2762/282557 (web)

© Union européenne, 2015
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Le contenu de cette publication ne reflète pas nécessairement l'opinion officielle des institutions de l'Union européenne.

Le contenu de la présente publication est donné uniquement à titre d'information et n'est pas juridiquement contraignant.

Printed in Italy

Vous pouvez également commander gratuitement un exemplaire sur papier via le site internet EU Bookshop: http://bookshop.europa.eu ou en envoyant une demande à l'adresse info@enrd.eu

Remerciements

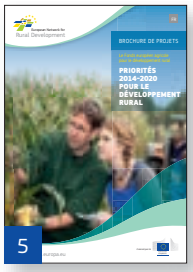
Auteurs: Ed Thorpe; Tim Hudson; Veneta Paneva; Alex Papakonstantinou; Ina van Hoye; Professeur Alan Matthews; Juha-Matti Markkola; Radim Sršeň; Patrice Collignon; Bogdan Alecu; Aldo Longo; Isabelle Raynaud; Tommy Nilsson; Michael Dower; Vanessa Halhead; Emma Cooper; Andrew Copus; Vyara Stefanova; Dr Efi Charalambous-Snow
Mise en pages: Benoit Goossens, Tipik
Photo de couverture © Lightspring, Shutterstock

SOMMAIRE

3 ÉDITORIAL

INFOS ET ACTUALITÉS

NOUVELLES DU REDR



5

4 Nouveau point de contact du REDR 2014-2020

4 Découvrez la nouvelle brochure de présentation du REDR

5 REDR en ligne

6 Première assemblée des réseaux ruraux

6

7 Première réunion européenne des réseaux ruraux nationaux 2014-2020

7 Le REDR entame le travail thématique pour 2014-2020

ACTUALITÉS DU PEI-AGRI

8 Groupes opérationnels

9 Un point de service pour le réseau PEI-AGRI

8

NOUVELLES DE L'UE

10 Le nouveau commissaire européen chargé de l'agriculture et du développement rural accorde la priorité à la simplification

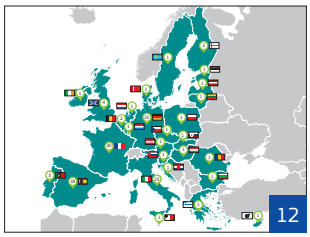
10

10 Mise à jour sur l'approbation des nouveaux PDR

11 Nouveaux engagements en matière de climat et d'énergie

11 Guides de l'UE

12 Infographie: financement du développement rural de l'UE pour la période 2014-2020


12

QUESTIONS ET PERSPECTIVES RURALES

14 Des projets de coopération transnationale en vue pour 2014-2020

Juha-Matti Markkola, CAR finlandaise

16 LEADER/CLLD: penser au niveau mondial, agir à l'échelle locale

Radim Sršeň, ELARD

17 Un nouvel intergroupe parlementaire sur les affaires rurales

Patrice Collignon, RED

18 Exploitations familiales en Roumanie: entre réhabilitation et redécouverte

Bogdan Alecu, ministère roumain de l'agriculture

18

20 La première assemblée des réseaux ruraux européens

Entretien avec Aldo Longo, DG Agriculture et développement rural

22 L'UE a besoin d'une Journée de la ruralité!

Tommy Nilsson, RRN suédois

23 Parlement rural européen: donner la parole aux habitants des zones rurales

Michael Dower, PREPARE
Vanessa Halhead, ERCA

24 Le tout premier parlement rural écossais

Emma Cooper, parlement rural écossais

23

24

COUP DE PROJECTEUR SUR L'IMPLICATION DES PARTIES PRENANTES

REPORTAGE
26 Gestion participative des espaces boisés à Soria (Espagne)

ENTRETIEN
30 Vyara Stefanova

Forum européen pour la conservation de la nature et le pastoralisme (EFNCP)

REPORTAGE
32 Impliquer les femmes dans le programme de développement rural d'Irlande du Nord

ENTRETIEN
36 Dr Efi Charalambous-Snow

Services chypriotes de conseil agricole

26

32

39 LIVRES ET PUBLICATIONS

ÉDITORIAL

Donner la parole aux parties prenantes du développement rural

C'est avec plaisir que nous vous présentons le premier numéro de *Rural Connections,* le nouveau magazine du réseau européen de développement rural (REDR). *Rural Connections* entend devenir le magazine pour le développement rural en Europe, en créant des connexions entre les idées et les individus.

Rural Connections commence par une section intitulée **«Infos et actualités»,** couvrant certains des événements les plus pertinents des réseaux ruraux européens et de l'UE. Cette section n'entend pas concurrencer la page Twitter du Point de contact du REDR (@ ENRD_CP) ou la newsletter pour les toutes dernières actualités. Cette nouvelle publication vous offre plutôt un aperçu des nouvelles que vous auriez pu rater en matière de développement rural en Europe ces derniers mois.

Les voix des parties prenantes au développement rural sont au cœur de chaque numéro de *Rural Connections* à la section **«Questions et perspectives rurales»**. Les articles sont rédigés par des auteurs sur des sujets qui leur tiennent à cœur et qui peuvent parfois s'éloigner des positions communes du REDR au sens large. Les articles peuvent tantôt sensibiliser le public à de nouvelles initiatives, tantôt mettre en avant des espoirs pour l'avenir, discuter de problèmes ou d'incertitudes, voire présenter des idées novatrices. Gageons que l'éventail de perspectives présentées dans les numéros futurs ne fera que s'étoffer.

Ce premier numéro donne la parole à des parties prenantes s'exprimant sur des sujets divers allant du développement local dirigé par la communauté au nouveau groupe rural pluripartite au Parlement européen, en passant par les projets de coopération transnationaux ou encore le tout premier parlement rural écossais.

Chaque numéro comporte également une section consacrée à des entretiens (axés sur les individus) et des rapports (axés sur des régions) avec un «**Coup de projecteur sur**» une thématique particulière. Bien que la *Revue rurale de l'UE* reste la principale publication thématique du REDR, cette section thématique nous présente des instantanés sur le terrain, en préambule à des thématiques plus vastes. Pour ce numéro, nous avons choisi de mettre en lumière l'implication des parties prenantes, avec des rapports sur l'engagement des femmes dans le programme de développement régional (PDR) d'Irlande du Nord et sur le développement de coopératives de gestion des forêts en Espagne.

J'espère que vous apprécierez ce premier numéro du nouveau magazine de mise en réseau du REDR. Je vous invite à partager vos commentaires et réactions sur ce numéro ainsi que vos suggestions d'articles et de sujets à couvrir dans les prochains numéros. Je souhaite que *Rural Connections* devienne le magazine de mise en réseau pour vous, les acteurs du développement rural.

Ed Thorpe
Directeur de la communication, PC-REDR
editor@enrd.eu

INFOS ET ACTUALITÉS

NOUVELLES DU REDR

Nouveau point de contact du REDR 2014-2020

Le nouveau point de contact du REDR est en place pour répondre aux besoins du Réseau européen de développement rural durant la période de programmation 2014-2020. L'équipe a démarré ses activités dans le courant du second semestre de 2014, en établissant un nouveau bureau à Bruxelles.

Le point de contact est la structure qui soutient le fonctionnement et les activités du REDR. Le point de contact coordonne le travail thématique du REDR, organise les ateliers et séminaires du REDR et communique le travail du réseau.

Le point de contact est dirigé par le chef d'équipe, Paul Soto, et le chef d'équipe adjoint, Mike Gregory. Le nouveau point de contact comporte quatre équipes travaillant sur:

- la gestion, la coordination et l'administration;
- le développement des connaissances;
- le partage des connaissances et l'informatique;
- l'échange et la coopération.

La nouvelle équipe s'est engagée à soutenir de façon encore plus ciblée les parties prenantes au développement rural. Elle s'attellera à identifier les besoins de manière plus claire, à classer par ordre de priorité et à coordonner toutes les activités et tous les outils de mise en réseau afin de véritablement progresser dans la mise en œuvre du PDR. «Nous travaillerons avec vous pour veiller à l'utilité de nos actions», promet Paul Soto.

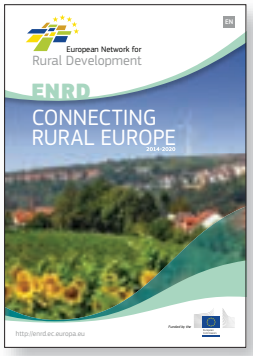
© Tim Hudson

Dernier rang en partant de la gauche
Tim Hudson, Veneta Paneva, Ed Thorpe («Partage des connaissances»), Mike Gregory («Gestion et coordination»), Ines Jordana («Échange et coopération»), Alex Papakonstantinou, Fabio Cossu («Développement des connaissances»).

Première rangée en partant de la gauche
Pilar Arcas («Administration»), Urszula Budzich-Tabor («Développement des connaissances»), John Grieve, Paul Soto («Gestion et coordination»), Edina Ocsko («Échange et coopération»), Elena Maccioni («Développement des connaissances»), Fiorella Giorgiani («Administration»).

Absents de la photo
Florence Gérard («Gestion et coordination»); David Lamb («Développement des connaissances»); Yves Boisselier, Belgacem Guemida («Informatique»).

Découvrez la nouvelle brochure de présentation du REDR



Vous ne savez pas exactement ce qu'est le Réseau européen du développement rural et la manière dont il soutient le développement rural en Europe? Découvrez la nouvelle version de la brochure de présentation du REDR. Cette petite brochure vous donnera un bref aperçu:

- du développement rural dans l'UE
- des activités du REDR
- des structures de mise en réseau rurales de l'UE
- des communications en ligne et version papier du REDR

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Téléchargez directement la brochure à partir de la page d'accueil du REDR: http://enrd.ec.europa.eu/fr
Contact: info@enrd.eu

Le nouvel help-desk pour l'évaluation est en cours de constitution depuis 2015. Vous en saurez un peu plus sur ses activités et sur la nouvelle équipe qui le compose dans le prochain numéro de *Rural Connections*.

INFOS ET ACTUALITÉS

Restez connecté avec le REDR en ligne

Site internet du REDR

Visitez le site internet du REDR à l'adresse http://enrd.ec.europa.eu/fr pour découvrir tout ce que vous devez savoir sur le REDR et le développement rural en Europe. Parcourez les dernières nouvelles et mises à jour sur la politique et les programmes de développement rural et accédez à des outils spécifiques, notamment:

- **le portail du développement rural** 2014-2020 — découvrez les nouveautés de la période de programmation du développement rural 2014-2020;
- **la base de données des projets du PDR** — contenant des exemples intéressants de projets fructueux de développement rural financés par le Feader;
- **le portail LEADER** — un guichet unique d'outils et d'informations sur la méthode de développement local LEADER;
- **le portail de communication du développement rural** — inspirez-vous de cette base de données compilant les pratiques de communication qui ont été utilisées avec succès.

Le REDR sur les médias sociaux

Suivez les mises à jour du REDR et partagez vos nouvelles, photos et vidéos via nos médias sociaux. Trouvez le média social qui vous correspond le mieux

Visitez la page Facebook du REDR pour des exemples de pratiques de développement rural d'un peu partout dans l'UE — et pour les dernières nouvelles et tendances.

Regardez des vidéos sur les projets de développement rural et les questions thématiques sur la **chaîne YouTube EURural**.

Suivez @ENRD_CP sur Twitter pour suivre les dernières évolutions en matière de politique de développement rural de l'UE, les nouvelles et les événements.

Rejoignez le groupe LinkedIn du REDR pour des débats, des échanges et des discussions sur la politique de développement rural et les problèmes de mise en œuvre.

Abonnez-vous à la nouvelle newsletter du REDR

Chaque mois, la newsletter du REDR vous livre les dernières nouvelles du développement rural en Europe directement dans votre boîte mail. Depuis les mises à jour des politiques, en passant par les réunions du REDR, jusqu'aux résultats des projets et aux vidéos en ligne, ce nouvel outil mis à jour entend être utile à toutes les personnes intéressées par la politique de développement rural en Europe. Chaque numéro annonce également les événements à venir du développement rural à travers toute l'Europe.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Courrier électronique:
subscribe@enrd.eu

Source d'inspiration pour les projets Feader 2014-2020

Inspirez-vous de la dernière brochure sur des projets du Feader publiée par le point de contact au printemps 2015. La brochure présente plus de 50 projets — mis en œuvre grâce au soutien financier du Feader dans le cadre du cycle de programmation 2007-2013 — et fournit des exemples et idées concrets pour vous aider à travailler sur les nouvelles priorités du développement rural de l'UE pour 2014-2020.

La brochure vise à mieux faire comprendre les nouvelles priorités du développement rural, souligner les réalisations obtenues par les projets du Feader et montrer les types de projets qui pourraient attirer des fonds supplémentaires par l'intermédiaire des programmes de développement rural 2014-2020.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Téléchargez la brochure à partir de la section «Publications et média» sur le site internet du REDR.
Contact: info@enrd.eu

INFOS ET ACTUALITÉS

Première assemblée des réseaux ruraux

La toute première assemblée des réseaux ruraux européens s'est tenue à Bruxelles, le 26 janvier 2015. Elle a rassemblé près de 200 délégués représentant des groupes des parties prenantes du développement rural, pour discuter et débattre de l'orientation stratégique des deux réseaux ruraux de l'UE: le REDR et le partenariat européen d'innovation «Productivité et développement durable de l'agriculture» (PEI-AGRI).

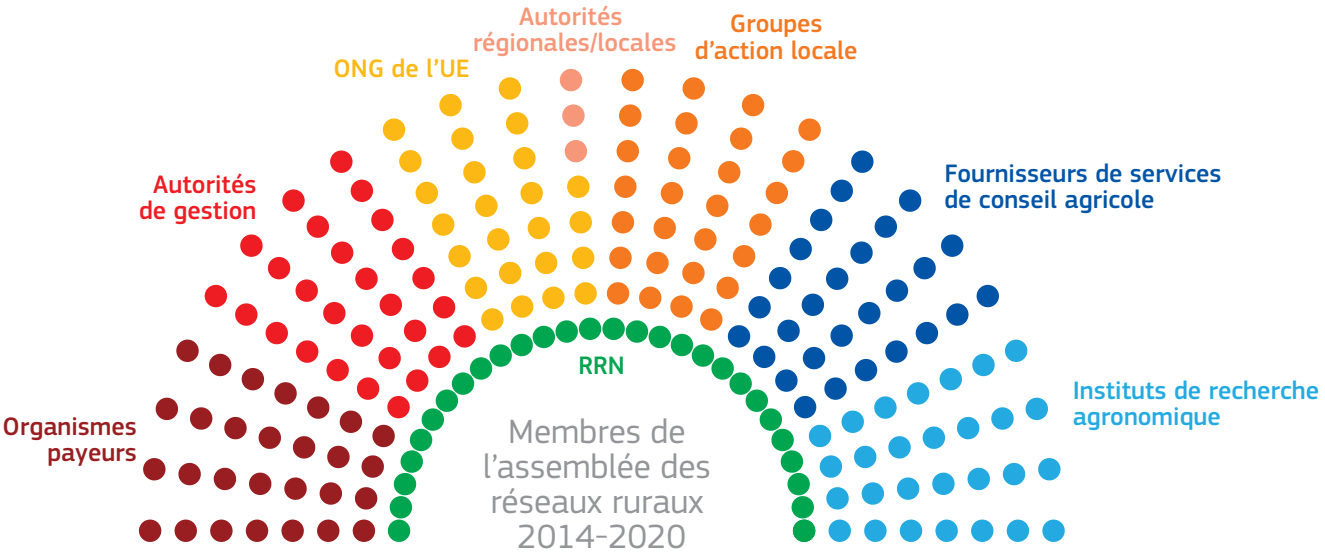
L'assemblée des réseaux ruraux est une nouvelle structure de gouvernance créée par la Commission européenne, en 2014, pour assurer une meilleure surveillance et une meilleure coordination du travail des réseaux ruraux de l'UE par les parties prenantes.

Les membres de l'assemblée ont identifié un certain nombre de thèmes et de défis sur lesquels le travail du REDR se penchera en priorité, notamment: l'amélioration de la gestion et des performances des PDR, la simplification des mécanismes et procédures de financement des PDR, les défis démographiques, la collaboration en matière de diversification de l'activité rurale ainsi que le suivi et l'évaluation.

Le commissaire européen Phil Hogan s'est adressé à l'assemblée, soulignant le rôle important des réseaux ruraux pour soutenir une meilleure mise en œuvre des PDR afin d'aider à relever les principaux défis du développement agricole et rural de l'Europe.

▸▸ Pour de plus amples informations sur cet événement sans précédent du développement rural, veuillez lire l'entretien avec Aldo Longo, directeur de la direction générale Agriculture et développement rural de la Commission européenne et président de l'assemblée des réseaux ruraux, en **pages 20 et 21**.

Plus d'informations sur la première réunion du groupe de pilotage des réseaux ruraux dans le prochain numéro de *Rural Connections*.



Représentants «gouvernementaux»
- 28 organismes payeurs
- 28 autorités de gestion

Représentants de l'innovation
- 28 fournisseurs de services de conseil agricole
- 28 instituts de recherche agronomique

Représentants de la société civile et des pouvoirs locaux
- 25 organisations non gouvernementales de l'UE
- 3 autorités régionales/locales
- 28 groupes d'action locale Leader

Représentants des RRN
- 28 réseaux ruraux nationaux

INFOS ET ACTUALITÉS

Première réunion européenne des réseaux ruraux nationaux 2014-2020

Les réseaux ruraux nationaux (RRN), le point de contact du REDR et la direction générale de l'agriculture et du développement rural ont entamé un travail conjoint en vue d'atteindre les objectifs communs de développement rural lors de la première réunion de mise en réseau de la période 2014-2020, qui s'est tenue à Bruxelles les 5 et 6 novembre 2014.

Les participants à la réunion se sont attelés à expliquer les nouvelles structures de la période 2014-2020 et à développer une vision commune de la manière dont les réseaux ruraux et le point de contact du REDR peuvent travailler ensemble pour mieux réaliser leurs objectifs communs au cours de la nouvelle période.

Les représentants provenaient essentiellement des unités de soutien nationales de chaque État membre. Ils ont assisté à des présentations du point de contact et de la DG Agriculture et développement rural avant d'explorer comment la mise en réseau à travers l'Europe peut soutenir la réalisation des trois principaux objectifs du développement rural: améliorer la qualité des PDR, augmenter la participation des parties prenantes rurales et communiquer efficacement sur les PDR.

Le chef d'équipe du point de contact du REDR, Paul Soto, a conclu: «Notre objectif pour la nouvelle période est de faire passer la mise en réseau à la vitesse supérieure, et de veiller à ce que chaque activité contribue aux objectifs communs du réseau visant à améliorer la mise en œuvre du PDR, augmenter la participation des parties prenantes rurales et communiquer sur les PDR.»

© Tim Hudson

© Tim Hudson

Le REDR entame le travail thématique pour 2014-2020

Les premiers groupes thématiques du REDR pour la période 2014-2020 ont commencé leurs travaux en 2015. Ils travaillent sur des thèmes généraux qui seront utiles dans le cadre d'un travail thématique plus détaillé à l'avenir.

Les groupes thématiques du REDR travailleront de janvier à juillet 2015 sur:

- l'implication des parties prenantes;
- la mise en œuvre du PDR.

Les deux groupes thématiques organiseront jusqu'à trois réunions et un séminaire. Ils entendent échanger les perspectives et expériences des diverses parties prenantes au développement rural pour dégager une vision commune de la manière dont la mise en réseau des acteurs ruraux peut avoir un impact réel sur l'amélioration de la mise en œuvre de la politique de développement rural.

Les deux groupes thématiques produiront des rapports finals.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Pour un complément d'information, veuillez contacter

edina.ocsko@enrd.eu
— Implication des parties prenantes

fabio.cossu@enrd.eu
— Mise en œuvre du PDR

INFOS ET ACTUALITÉS

ACTUALITÉS DU PEI-AGRI

PEI-AGRI: promouvoir l'innovation dans l'agriculture et la sylviculture

Le partenariat européen d'innovation «Productivité et développement durable de l'agriculture» (PEI-AGRI) a été lancé par la Commission européenne en 2012 pour développer une agriculture et une sylviculture compétitives et durables à travers l'UE.

«L'innovation est la clé de voûte d'une agriculture et d'une sylviculture durables au sein de l'UE. Nous avons besoin de réponses pratiques aux problèmes ou opportunités existants pour améliorer la rentabilité et les performances environnementales du secteur de l'agriculture», explique Rob Peters, de la Commission européenne.

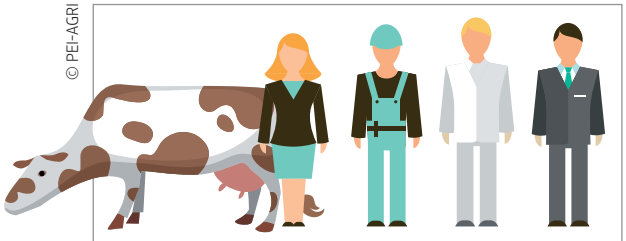
Le PEI-AGRI facilitera le flux d'informations et améliorera l'échange de connaissances et d'expériences entre les projets et les secteurs et à travers les frontières. Il reliera les acteurs de l'innovation, notamment les agriculteurs, les conseillers, les entreprises agricoles, les chercheurs et la société civile, pour former un réseau: le réseau PEI-AGRI.

L'une des approches les plus importantes du PEI-AGRI consiste à encourager la formation de groupes opérationnels impliquant des acteurs divers — tels que des agriculteurs, des conseillers, des chercheurs, entre autres — et à cibler des innovations pratiques, en travaillant ensemble sur un projet concret.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Brochure PEI-AGRI sur le réseau PEI-AGRI:
http://ec.europa.eu/eip/agriculture/en/content/eip-agri-network

Groupes opérationnels: les pays de l'UE sont prêts à soutenir des projets novateurs pour les agriculteurs et sylviculteurs


© PEI-AGRI

Un **groupe opérationnel** est un groupe de personnes qui se rassemblent pour travailler sur des solutions concrètes à un problème pratique ou pour saisir une opportunité novatrice et dont le projet est financé par la politique de développement rural de l'UE par le biais des programmes de développement rural. Il est composé de plusieurs partenaires ayant un intérêt commun pour des projets d'innovation spécifiques et pratiques. Les individus composant le groupe opérationnel doivent idéalement apporter différents types d'expertise pratique et, le cas échéant, scientifique. Ils peuvent être des agriculteurs, des scientifiques, des entreprises agricoles ou autres. Chaque pays ou région a la possibilité de définir des demandes nationales spécifiques ou des restrictions sur la manière de mettre sur pied un groupe opérationnel.

Vu le succès du séminaire de novembre 2014 sur «Le lancement des groupes opérationnels et le réseau PEI dans les programmes de développement rural», qui a accueilli des représentants de tous les pays de l'UE, une chose est sûre: les autorités de gestion prennent très au sérieux le soutien à des projets novateurs dans l'agriculture et la sylviculture par le biais des groupes opérationnels.

Le directeur des «Aspects généraux du développement rural et de la recherche» de la Commission européenne, Aldo Longo, a clos le séminaire en déclarant: «Il est important de créer un environnement de soutien propice aux groupes opérationnels.»

Dans la perspective de l'approbation des programmes de développement rural par la Commission européenne, les autorités de gestion préparent maintenant les appels à propositions pour les groupes opérationnels, afin de permettre aux agriculteurs de transformer leurs idées novatrices en projets concrets.

Les premiers projets devraient être sélectionnés en mai/juin 2015.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Brochure PEI-AGRI sur les groupes opérationnels:
http://ec.europa.eu/eip/agriculture/en/content/eip-agri-brochure-operational-groups-turning-your-idea-innovation

Brochure PEI-AGRI sur les services de soutien à l'innovation:
http://ec.europa.eu/eip/agriculture/en/content/innovation-support-services

INFOS ET ACTUALITÉS

Un point de service pour le réseau PEI-AGRI

La Commission européenne a établi le point de service du PEI-AGRI en avril 2013 pour connecter les individus dans le réseau PEI-AGRI. Le point de service fournit un service d'assistance, répondant aux questions liées au PEI-AGRI. Il organise également des événements PEI-AGRI tels que des ateliers et des séminaires, il alimente le réseau et le site internet PEI-AGRI avec des publications et coordonne le Meeting point (point de rencontre) en ligne.

En outre, le point de service PEI-AGRI informe, mobilise et encourage les membres du PEI-AGRI par l'intermédiaire de la lettre d'information, du magazine *Agrinnovation,* des réseaux sociaux et de la presse, afin d'aider les innovations agricoles et sylvicoles à se propager rapidement à travers l'Europe.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

La brochure PEI-AGRI sur le point de service PEI-AGRI:
http://ec.europa.eu/eip/agriculture/en/content/eip-agri-service-point-how-can-we-help-you

Souhaitez-vous rejoindre le réseau PEI-AGRI?

Nous vous invitons à vous enregistrer sur le site internet du PEI-AGRI. En tant que membre du réseau PEI-AGRI, vous pourrez bénéficier des différentes ressources qu'il propose, par exemple:

- explorer les idées et projets novateurs de votre pays;
- trouver des informations, personnes et autres ressources intéressantes sur le point de rencontre en ligne;
- lire les publications, nouvelles et événements du réseau PEI-AGRI pour obtenir davantage d'informations et vous tenir informé.

Le site internet du PEI-AGRI est toujours en construction, et davantage de possibilités seront prochainement disponibles sur le point de rencontre. N'hésitez pas à nous faire part de vos suggestions d'amélioration de notre site internet.

© Tim Hudson

www.eip-agri.eu: le guichet unique pour l'innovation

PARTAGEZ AVEC NOUS des informations sur vous, vos projets et vos idées de projet, besoins de recherche, etc.

CHERCHEZ ET TROUVEZ des possibilités de financement, des partenaires, des projets intéressants... sur le point de rencontre PEI-AGRI

EXAMINEZ les solutions pratiques et novatrices à différents problèmes et opportunités proposées au chapitre PEI-AGRI Focus Group

APPROFONDISSEZ VOS CONNAISSANCES grâce aux différentes publications liées au PEI-AGRI disponibles dans notre bibliothèque

TENEZ-VOUS INFORMÉ à propos des thématiques agricoles liées à l'innovation et prenez connaissance des dernières nouvelles et des événements du PEI-AGRI

INFOS ET ACTUALITÉS

NOUVELLES DE L'UE

Le nouveau commissaire européen chargé de l'agriculture et du développement rural accorde la priorité à la simplification

Dans le cadre de la nouvelle Commission européenne formée sous l'égide du président Jean-Claude Juncker pour la période 2014-2019, l'ancien ministre irlandais de l'environnement, de la communauté et des collectivités locales, Phil Hogan, a endossé le rôle de commissaire européen à l'agriculture et au développement rural.

Les priorités du commissaire Hogan pour 2014-2020 sont les suivantes:

- veiller à ce que les politiques agricoles et de développement rural de l'UE promeuvent la croissance, l'investissement et la création d'emplois;
- rationaliser les dépenses de l'UE en matière d'agriculture et de développement rural;
- identifier les moyens par lesquels l'agriculture européenne peut encore réduire sa consommation énergétique et ses émissions de dioxyde de carbone;
- trouver des moyens de simplifier les paiements directs aux agriculteurs.

SIMPLIFICATION

Dans un discours prononcé au Parlement européen le 3 décembre 2014, le commissaire Hogan a souligné l'importance de soutenir les jeunes agriculteurs et la «priorité absolue» d'alléger les formalités administratives dans le cadre de la mise en œuvre de la politique agricole commune (PAC) 2014-2020.

Il a insisté sur le fait que «des règles plus simples permettraient d'améliorer la compétitivité ainsi que le potentiel de création d'emplois dans l'agriculture, des zones rurales et du commerce agricole». La Commission «œuvrera pour améliorer l'accès aux finances pour les agriculteurs, en particulier les jeunes agriculteurs, qui démarrent leur carrière dans l'agriculture».

© Union européenne

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Pour un complément d'information sur le commissaire Hogan, voir: http://ec.europa.eu/commission/2014-2019/hogan_en

Mise à jour sur l'approbation des nouveaux PDR

La Commission européenne est en passe d'approuver l'ensemble des 118 PDR nationaux et régionaux dans l'UE pour 2014-2020. La première «vague» d'approbations est intervenue le 12 décembre 2014, lors de l'approbation des trois PDR nationaux pour l'Autriche, le Danemark et la Pologne.

S'exprimant à l'occasion de leur approbation, le commissaire Hogan a souligné la priorité accordée à la «création de plus de 22 000 emplois» dans le PDR de la Pologne, à «la promotion de l'innovation, avec l'objectif de créer près de 1 000 emplois verts» dans le PDR du Danemark, et aux «préoccupations environnementales et climatiques» dans le PDR de l'Autriche.

Plus de la moitié des PDR devraient être approuvés pour mai 2015 et le restant avant la fin 2015.

▸▸ Pour plus d'informations sur le nombre de PDR et le budget du Feader pour chaque pays, voir les illustrations des pages 12 et 13.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Pour l'état d'avancement des approbations ainsi que des fiches d'informations, des résumés et des communiqués de presse sur tous les PDR approuvés, consultez la page des mises à jour du site internet de la Commission: http://ec.europa.eu/agriculture/rural-development-2014-2020/country-files/index_en.htm

INFOS ET ACTUALITÉS

Nouveaux engagements en matière de climat et d'énergie

L'UE a publié une série de documents ces derniers mois définissant les nouveaux engagements clés dans les domaines de l'énergie et du climat:

- atteindre l'objectif contraignant de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40 % d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 1990;
- augmenter la part des énergies renouvelables à au moins 27 %;
- réformer le système d'échange de quotas d'émission de l'UE.

«Le secteur agricole sera affecté par ces objectifs climatiques à travers trois mécanismes différents:

- **par l'exigence d'une contribution à l'objectif de réduction de 40 % des émissions;**
- **par la demande potentielle de terres pour la production de bioénergie afin d'aider à atteindre l'objectif d'"au moins" 27 % d'énergies renouvelables; et**
- **par l'impact des coûts de réduction supplémentaires sur l'utilisation de combustibles fossiles à travers un système d'échange de quotas d'émission plus efficace.» ([1])**

Professeur Alan Matthews,
professeur émérite de politique agricole européenne,
Trinity College Dublin, Irlande

Le cadre d'action en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030 du Conseil européen (adopté en octobre 2014) appelle spécifiquement la Commission européenne à «examiner les meilleurs moyens d'encourager l'intensification durable de la production alimentaire, tout en optimisant la contribution du secteur à la réduction et à la séquestration des gaz à effet de serre, y compris via le reboisement».

([1]) Citation utilisée avec l'autorisation du blog capreform.eu: http://capreform.eu/the-energy-union-package-and-agriculture/

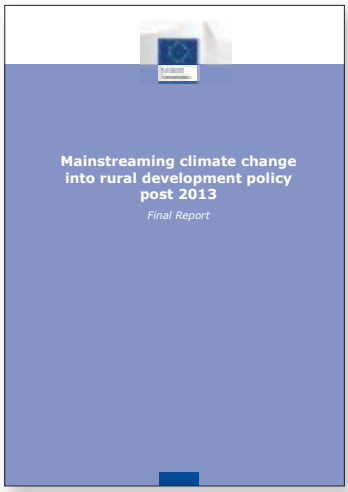
Guides de l'UE

La Commission européenne a publié un certain nombre de guides et de lignes directrices sur des sujets ayant directement trait à la politique de développement rural.

La DG Marché intérieur, industrie, entrepreneuriat et PME a publié un nouveau guide complet sur le financement du secteur du tourisme par l'UE, qui offre des informations très pratiques sur les fonds disponibles au titre des divers programmes de l'UE, y compris le Feader.

La DG Agriculture et développement rural a publié un guide sur les possibilités de soutien offertes aux producteurs biologiques en Europe, énumérant tous les Fonds mis à la disposition des agriculteurs pour développer l'agriculture biologique dans l'UE.

ISBN 978-92-79-39202-3



La DG Action pour le climat a publié des lignes directrices sur la prise en compte du changement climatique dans la politique de développement rural, offrant des suggestions pour la conception et l'intégration d'actions nouvelles et novatrices pour le climat dans les PDR 2014-2020.

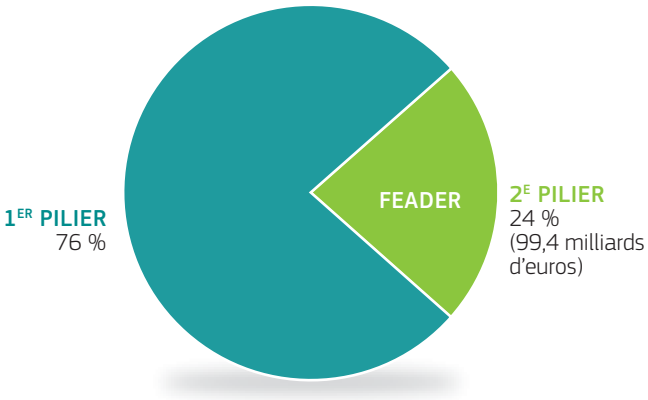
ISBN 978-92-79-40846-5

INFOS ET ACTUALITÉS

Financement du développement rural de l'UE pour la période 2014-2020

POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (PAC) 2014-2020

408,3 MILLIARDS D'EUROS



FONDS STRUCTURELS ET D'INVESTISSEMENT EUROPÉENS (FSIE)

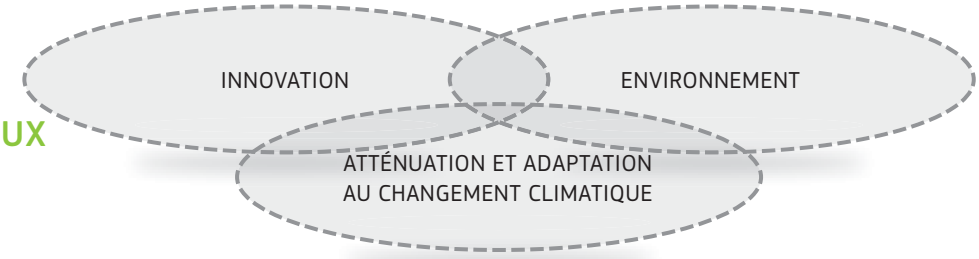
453,1 MILLIARDS D'EUROS

- **FEDER** – Fonds européen de développement régional
- **FEADER** 99,4 milliards d'euros – Fonds européen agricole pour le développement rural
- **FEAMP** – Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche
- **FSE** – Fonds social européen
- **FC** – Fonds de cohésion

6 PRIORITÉS DU FEADER

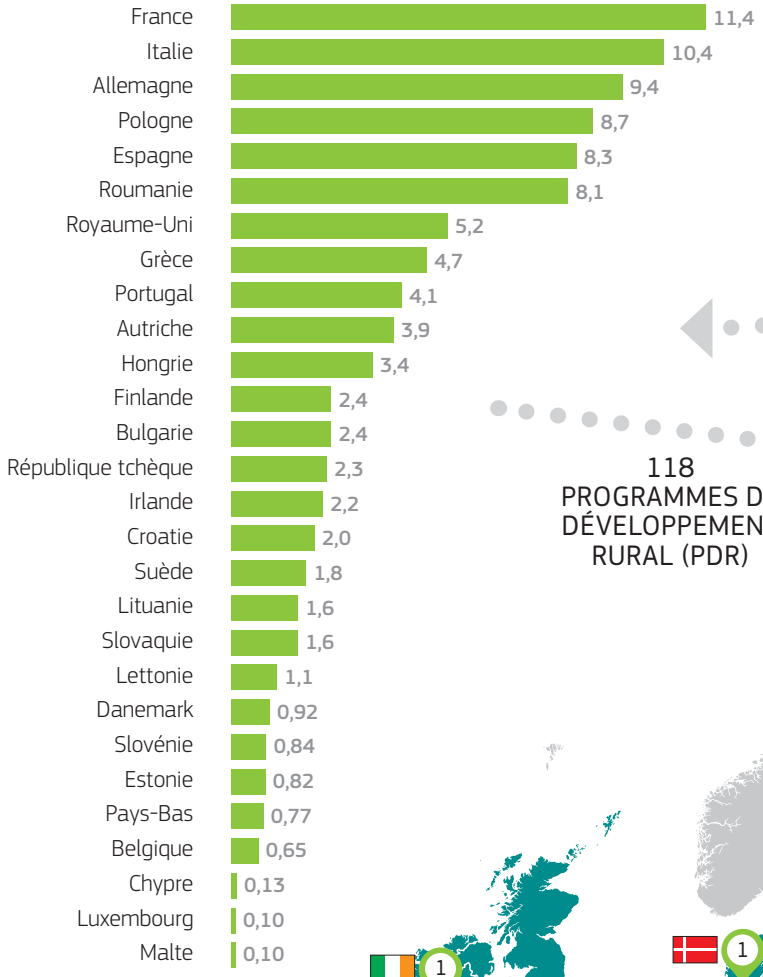
1. Encourager les transferts de connaissances et l'innovation dans les secteurs de l'agriculture et de la sylviculture et dans les zones rurales.
2. Améliorer la viabilité et la compétitivité de tous les types d'agriculture dans toutes les régions et promouvoir les technologies agricoles innovantes et la gestion durable des forêts.
3. Promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire, y compris la transformation et la commercialisation de produits agricoles, le bien-être des animaux et la gestion des risques dans l'agriculture.
4. Restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes liés à l'agriculture et à la sylviculture.
5. Promouvoir l'utilisation efficace des ressources et soutenir la transition vers une économie sobre en carbone et résiliente face au changement climatique dans les secteurs agricole, alimentaire et forestier.
6. Promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique dans les zones rurales.

3 OBJECTIFS TRANSVERSAUX



INFOS ET ACTUALITÉS

BUDGET DU FEADER PAR ÉTAT MEMBRE (en milliards d'euros) (*)



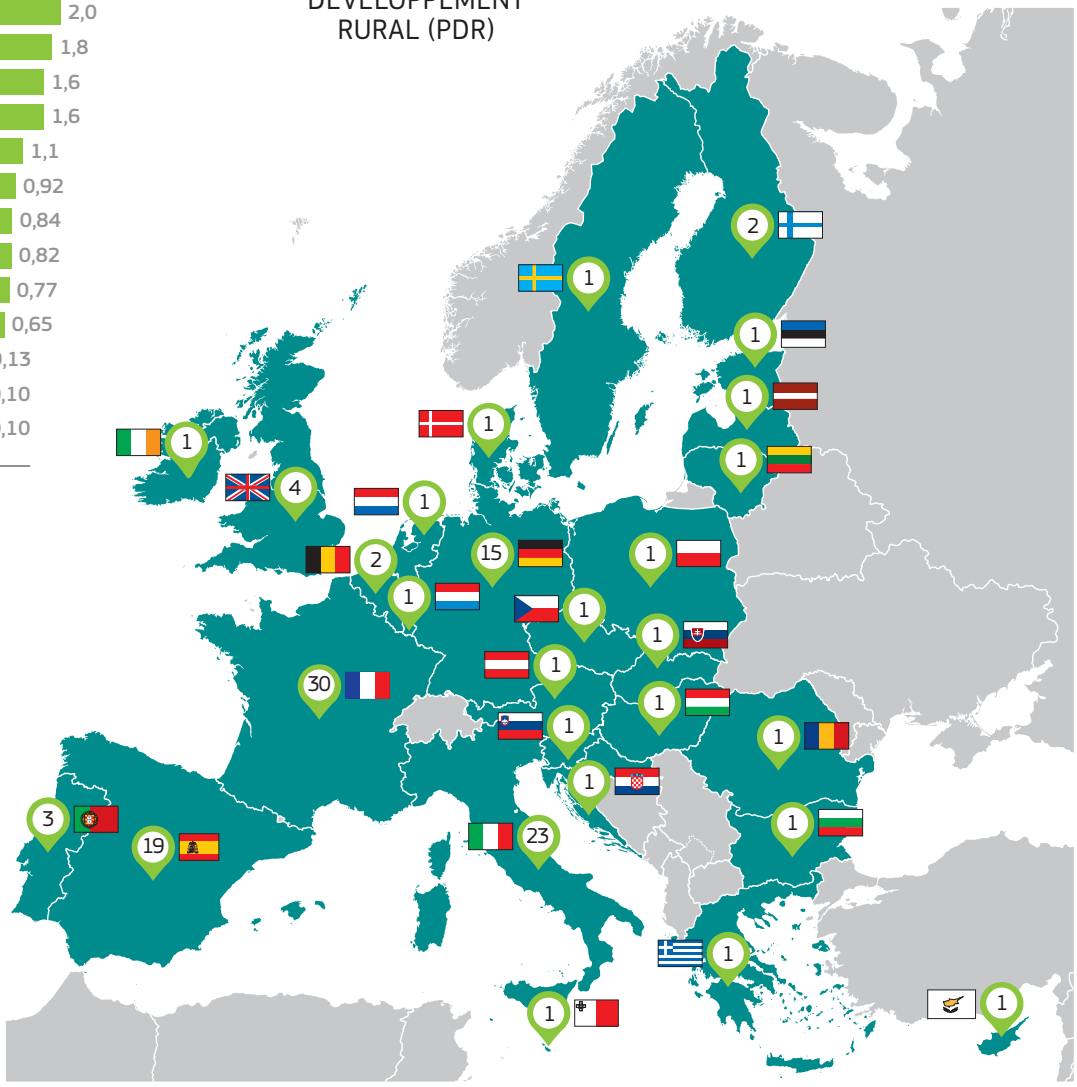
(*) Règlement délégué (UE) n° 1378/2014 de la Commission.

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL (FEADER)

99,4 MRD EUR

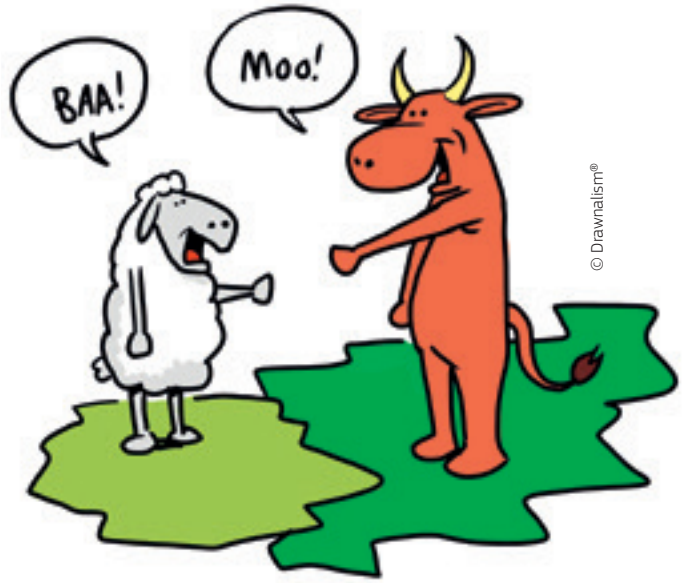
118 PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT RURAL (PDR)

NOMBRE DE PDR PAR ÉTAT MEMBRE



QUESTIONS ET PERSPECTIVES RURALES

Projets de coopération transnationale pour 2014-2020



© Drawnalism®

Construire un climat de confiance et de compréhension entre les partenaires est essentiel pour développer un bon projet transnational. Cela peut prendre du temps, mais cela en vaut la peine.

Juha-Matti Markkola, CAR finlandaise

Le nouveau règlement du Feader pour 2014-2020 permet de mettre sur pied des projets de coopération transnationale en dehors du programme LEADER. Cela décuple les possibilités d'utiliser la mesure de coopération pour promouvoir efficacement l'échange et l'apprentissage mutuel par le biais des projets de développement rural financés par le Feader.

Juha-Matti Markkola est un expert des réseaux ruraux travaillant à la cellule d'animation du réseau finlandaise depuis 2007.

Lors de la période de programmation précédente (2007-2013), les projets de coopération entre les groupes d'action locale (GAL) dans différents États membres étaient éligibles à un financement en vertu du règlement du Feader. En Finlande, les GAL étaient impliqués dans 94 projets de ce type au cours de la même période. Près de 70 % des GAL finlandais étaient impliqués dans au moins un projet de coopération transnationale.

Parmi les projets de coopération transnationale intéressants impliquant des partenaires finlandais citons: CULTrips, un projet visant à aider les zones rurales dans cinq États membres à identifier le potentiel touristique inexploité des unes et des autres; et le projet «Mustaparta Archipelago and Tornio Valley», qui a développé le tourisme transfrontalier avec un GAL en Suède.

Néanmoins, en dépit des nombreux résultats positifs, l'adoption générale des projets de coopération transnationale lors de la période de programmation précédente a été quelque peu décevante. Malgré tous les efforts consentis et l'attention accordée aux projets de coopération transnationale — et aux possibilités d'échange offertes par le réseau élargi de 2 400 GAL —, à peine 500 projets de ce type ont été mis en œuvre.

NOUVELLES OPPORTUNITÉS POUR 2014-2020

La possibilité offerte par le règlement du Feader 2014-2020 de soutenir des projets de coopération transnationale en dehors de l'initiative LEADER a été incorporée dans le PDR pour la Finlande continentale, qui a été adopté à la fin de 2014. Nous espérons vivement que cela donnera naissance à davantage de projets de coopération transnationale axés, par exemple, sur le développement d'entreprises ou des projets environnementaux.

Cette question fait d'ores et déjà l'objet de discussions avec nos collègues suédois, mais nous sommes néanmoins curieux de savoir comment les autres pays envisagent d'utiliser les nouvelles possibilités offertes par la mesure de coopération dans leur PDR.

La possibilité de soutenir des projets de coopération transnationale en dehors de l'initiative LEADER a été incorporée dans le PDR pour la Finlande continentale [2014-2020]. Nous espérons vivement que cela donnera naissance à davantage de projets de coopération transnationale.

COMMENT DÉVELOPPER UN BON PROJET DE COOPÉRATION TRANSNATIONALE

L'expérience nous a montré que le développement de projets de coopération transnationale pouvait sembler intimidant au premier abord. Des différences culturelles et de langue peuvent parfois rendre les premières étapes un peu difficiles. Toutefois, ce sont ces mêmes différences qui constituent les éléments les plus enrichissants et amusants de la coopération transnationale. Il est important de s'en souvenir au moment d'embarquer dans cette aventure!

La réussite des projets dépend d'un savoir-faire pratique, de bonnes connexions et d'une passion dévorante! Le développement d'un projet de coopération

© Axel Mitzka

La coopération transnationale et les échanges dans le cadre du projet ont contribué à la création du tout premier «beepass» pour soutenir les populations d'abeilles en Europe.

Le projet «Abeilles et biodiversité» était un projet de coopération transnationale impliquant le partenaire finlandais MTT Agrigood Research Finland Sotkamo Research Station à Kainuu, avec des fonds du GAL Living Kainuu LEADER et Oulujärvi LEADER. L'association d'apiculteurs de la région de Kainuu a également collaboré activement.

Des partenaires de sept pays de l'UE ont travaillé sur des projets locaux pour protéger les abeilles d'Europe et leur rôle crucial dans la préservation de la biodiversité et le soutien à la bioéconomie par le biais de la pollinisation des plantes.

Les activités et les échanges étaient axés sur: la gestion des terres en faveur des insectes pollinisateurs; l'apiculture dans l'économie rurale et l'information et l'éducation.

Parmi les contributions des partenaires dans la région de Kainuu, citons les résultats des essais du service de pollinisation. Par ailleurs, ils ont clairement profité du travail réalisé avec des partenaires présentant davantage d'expérience dans la lutte contre le déclin de la population des abeilles.

Pour un complément d'information:

http://enrd.ec.europa.eu/enrd-static/policy-in-action/rdp_view/en/view_project_10220_en.html

transnationale dépend également du processus. Ce n'est pas seulement le résultat qui est précieux. Il est important de prendre les premières mesures, d'apprendre les uns des autres et de tirer des enseignements des défis et obstacles qui jonchent le parcours.

Le renforcement de la confiance entre les partenaires ainsi que la compréhension mutuelle du travail et des attentes de chacun sont l'une des pierres angulaires d'un projet de coopération transnationale réussi. Il est très important de consacrer suffisamment de temps et d'efforts à ces éléments lors de la phase de planification. Les PDR doivent prévoir les ressources nécessaires pour le soutien préparatoire afin d'aider à jeter les fondements d'excellents projets de coopération transnationale. Les cellules d'animation des réseaux ruraux peuvent également y contribuer en prodiguant des orientations et des conseils.

Le renforcement de la confiance entre les partenaires ainsi que la compréhension mutuelle du travail et des attentes de chacun sont l'une des pierres angulaires d'un projet de coopération transnationale réussi. Il est très important de consacrer suffisamment de temps et d'efforts à ces éléments lors de la phase de planification.

DÉFIS À SURMONTER

Les parties prenantes citent souvent les processus et la bureaucratie comme des obstacles pouvant ralentir les projets de coopération transnationale. Dans la pratique, les différences dans les modalités de prise de décision de financement au titre des différents PDR peuvent poser des problèmes. Les règles administratives, les lignes directrices de mise en œuvre et les exigences de documentation diffèrent d'un PDR à un autre.

Le timing est tout aussi important. Dans certains pays, les candidatures à des projets de coordination transnationale peuvent être posées à tout moment, tandis que dans d'autres, il faut s'en tenir aux appels à propositions régulièrement publiés. Ces différences et ces processus d'approbation différents peuvent parfois considérablement retarder l'agrément d'un projet transnational impliquant des partenaires dans plusieurs pays. Pour les bénéficiaires des projets, cela peut être ressenti comme une double bureaucratie.

Le processus de développement de projets de coopération transnationale pourrait être grandement facilité par les processus de candidature actuels dans tous les pays. Toutefois, les différences dans les lignes directrices entre les PDR ne s'estomperont pas. Cela signifie qu'un bon dialogue est non seulement important entre les partenaires de projet, mais également entre les autorités de gestion. Ces dernières sont souvent frileuses à l'idée de prendre contact avec leurs homologues d'autres pays. Il faut que cela change.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Commission guidance on LEADER inter-territorial and transnational co-operation 2014-2020 (Lignes directrices de la Commission sur la coopération interterritoriale et transnationale LEADER pour la période 2014-2020): http://docs.enrd.eu/newsletter/20141119_LEADER_Cooperation-Guide-2014-20.pdf

REDR «NRN guidebook» - Chapter on inter-territorial and TNC cooperation: http://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/assets/pdf/guidebook/3.6.pdf

Étude du REDR (mai 2014) sur les projets de coopération transnationale et de coopération inter-territoriale 2007-2013: http://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/assets/pdf/leader-gateway/Measure_421_State_of_play_FINAL_May_2014.pdf

QUESTIONS ET PERSPECTIVES RURALES

LEADER/CLLD: penser au niveau mondial, agir à l'échelle locale

Radim Sršeň, ELARD

Je crois pleinement en l'efficacité de la méthodologie LEADER en tant qu'outil pour la promotion des objectifs de développement rural à travers des actions locales. L'élargissement de la portée de l'initiative pour couvrir davantage de Fonds structurels et d'investissement européens par le biais du concept de «développement local mené par les acteurs locaux» (CLLD) offre de nouvelles possibilités, mais pose également des défis pour 2014-2020.

Radim Sršeň est le président d'ELARD — l'association européenne LEADER pour le développement rural.

Au cours des 23 dernières années, la méthode LEADER s'est avérée être un instrument très utile et efficace de la politique de développement rural en Europe. Elle a également été utilisée avec succès dans les villes et en tant qu'outil de développement international.

LEADER offre à l'UE un moyen de déployer des stratégies, tout en respectant les principes de subsidiarité, de bonne gouvernance et de démocratie qui exigent que les citoyens aient leur mot à dire et exercent un contrôle sur les décisions locales qui affectent leurs vies et leurs communautés. Il peut contribuer à renforcer la légitimité de l'Union européenne.

LE POTENTIEL DE L'APPROCHE CLLD

Sur la base de cette expérience et conformément aux nouvelles tendances des politiques structurelles et de cohésion de l'UE, la Commission européenne a introduit le «développement local mené par les acteurs locaux» (CLLD) en tant que nouvel outil novateur pour la période de programmation 2014-2020.

L'approche CLLD offre une occasion sans précédent de mettre en œuvre un développement local plus efficace.

Le CLLD élargit la possibilité de mettre en œuvre la méthodologie LEADER à travers quatre Fonds européens structurels et d'investissement: le Fonds européen de développement régional (FEDER); le Fonds social européen (FSE); le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP).

L'approche CLLD offre une occasion importante et davantage de pouvoir aux parties prenantes locales au sein des GAL pour mettre en œuvre un développement local plus efficace fondé sur l'exploitation des différentes sources de financement d'une manière claire et stratégique (connue comme étant une approche multifonds). Celle-ci devrait profiter des synergies entre les différentes politiques au niveau territorial.

DÉFIS ACTUELS DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'APPROCHE CLLD

Jusqu'à présent, toutefois, la mise en œuvre de l'approche CLLD par le FEDER, le FSE et le FEAMP a été volontaire et, malheureusement, tous les États membres ne saisiront pas cette opportunité dans la nouvelle période de programmation 2014-2020. Près de la moitié des pays de l'UE se lanceront pour la première fois dans la mise en œuvre de l'approche CLLD et seront, de ce fait, surveillés de près pour juger de leur réussite.

Le succès de la mise en œuvre initiale de l'approche CLLD à travers les différents Fonds sera une condition préalable essentielle pour son utilisation plus générale en Europe. Son échec signifierait un sérieux recul pour les politiques rurales de l'UE.

Le succès de la mise en œuvre initiale de l'approche CLLD par le biais des différents Fonds sera une condition préalable essentielle pour son utilisation plus générale en Europe.

Parmi les grands défis qui se posent à la mise en œuvre du CLLD, citons la création de mécanismes efficaces de mise en œuvre, de fourniture, de suivi et d'évaluation par l'intermédiaire des différentes sources de financement, pour garantir des stratégies et synergies locales cohérentes dans l'utilisation des fonds de l'UE.

La transition de LEADER à l'approche CLLD peut se résumer en une analogie: nous étions une petite embarcation de fortune, une sorte de miracle capable de naviguer très loin dans l'immensité de l'océan. Aujourd'hui nous avons un bateau de croisière flambant neuf qui nous attend au port pour sa première traversée. Cela me rappelle un proverbe africain: «Si tu veux aller vite, marche seul. Si tu veux aller loin, marche avec les autres.»

Travailler ensemble est un défi, mais avec un peu de chance nous naviguerons entre les icebergs qui nous attendent. Je suis convaincu que notre «équipage» issu de la communauté LEADER y parviendra, grâce à votre coopération et en ayant foi en la philosophie LEADER!

POUR PLUS D'INFORMATIONS

www.elard.eu
http://enrd.ec.europa.eu/en/themes/clld

Un nouvel intergroupe parlementaire sur les affaires rurales

Patrice Collignon, RED

Le Parlement européen a créé un nouvel intergroupe sur les zones rurales, de montagne et isolées. Les attentes des organisations de la société civile sont élevées à l'égard de cet organisme pluripartite qui a pour vocation de placer les questions rurales et les communautés rurales au cœur du débat européen.

Patrice Collignon est directeur de l'association internationale Ruralité-Environnement-Développement (RED) et coordinateur du Mouvement européen de la ruralité.

Au début de 2015, un nouveau forum de dialogue sur la politique rurale européenne a été mis sur pied, après la décision du Parlement européen de créer un intergroupe parlementaire «Zones rurales, de montagne et isolées». Le nouvel intergroupe sera présidé par Mercedes Bresso, députée européenne, ancienne présidente du Comité des régions.

Cette décision est conforme au contenu d'un mémorandum du Mouvement européen de la ruralité adopté avant les récentes élections européennes et qui a donné naissance à une initiative collective coordonnée par Ruralité-Environnement-Développement, Euromontana et FREE.

Les organisations de la société civile rurale attendent beaucoup de ce nouvel intergroupe. Elles espèrent que les ambitions de l'intergroupe seront à la hauteur des défis et du potentiel des zones rurales de l'Europe.

Pour l'heure, les politiques rurales au sein de l'Union européenne sont divisées par secteur, à l'image de la division des pouvoirs entre départements. La formation de l'intergroupe parlementaire aidera à faire tomber ces barrières, en créant un forum ouvert de discussion et d'échange d'idées, et en fournissant une perspective véritablement interdisciplinaire sur les besoins des zones rurales, ainsi que des pistes potentielles d'action et de développement.

L'intergroupe parlementaire fournira une véritable perspective interdisciplinaire sur les besoins des zones rurales.

© Association RED

La première réunion du nouvel intergroupe sur les zones rurales, de montagne et isolées s'est tenue à Strasbourg, le 12 mars 2015.

Une telle approche stratégique intégrée et interdisciplinaire aidera à mettre en valeur le véritable potentiel des zones rurales. La transition d'une gestion sectorielle à un modèle plus intégré révélera et soulignera les multiples contributions que les zones rurales peuvent apporter au projet européen.

Les environnements ruraux d'Europe vont des régions isolées ou de montagne aux zones touchées par l'expansion urbaine. Ces espaces sont négligés et, dans certains cas, ils sont mal compris par les décideurs européens. L'écart se creuse entre les zones rurales et urbaines, en particulier en matière de services, ce qui ne manque pas de porter préjudice à la cohésion sociale et territoriale.

Tous les citoyens de l'Union européenne, qu'ils vivent à la campagne ou dans les villes, ont droit à une qualité de vie décente et à un accès équitable à la santé, à la culture, aux transports, à la connectivité, aux énergies propres et aux services de sécurité.

Un des objectifs de l'intergroupe est d'inciter la Commission à produire un livre blanc sur les réalités rurales dans l'Union européenne. Celui-ci garantirait une politique européenne plus conforme aux besoins et exigences des zones rurales. Le mémorandum du Mouvement européen de la ruralité préconise de manière explicite ce document, qui fournirait un fondement solide pour le développement de la politique rurale durant la nouvelle période de programmation.

Cet intergroupe parlementaire peut — et gageons qu'il le fera — promouvoir une reconnaissance mutuelle des territoires ruraux en tant que centres de développement et d'innovation. Il devra également établir des partenariats avec d'autres intergroupes pour remettre les zones rurales et leurs habitants à leur juste place en tant que partenaires clés au cœur de l'Europe.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

www.ruraleurope.org/content/view/216/4/lang,french/

QUESTIONS ET PERSPECTIVES RURALES

Exploitations familiales en Roumanie: entre réhabilitation et redécouverte

Bogdan Alecu, ministère roumain de l'agriculture

En Europe de l'Est, les exploitations familiales sont en voie de réhabilitation et en train de retrouver leur identité après la chute du communisme. Le PDR roumain entend aider les exploitations familiales à réaliser leur potentiel de développement de l'agriculture et de l'environnement rural.

Bogdan Alecu ([1]) est le responsable de la direction pour l'évaluation, la sélection et la mise en œuvre du ministère roumain de l'agriculture et du développement rural.

LA PLACE DES EXPLOITATIONS FAMILIALES EN ROUMANIE

Une idée fausse circule depuis bien longtemps, à savoir que les petits agriculteurs ne sont pas productifs et qu'ils sont plutôt soutenus par l'agriculture. En réalité, les exploitations familiales sont une chance pour le développement de l'agriculture et de l'environnement rural, en contribuant, entre autres choses, à diversifier la production et à créer des emplois.

Les exploitations familiales utilisent des méthodes écologiques, traditionnelles et extensives, et d'un point de vue social, elles sont associées aux valeurs familiales, aux traditions (et à leur maintien) et à l'artisanat.

En Europe, il est prouvé que la valeur ajoutée des produits obtenus au sein des exploitations familiales est deux fois plus importante que celle des exploitations à grande échelle. Cela signifie que l'agriculture durable et compétitive ne se pratique pas qu'à grande échelle, mais également par le biais d'une croissance saine de la production, en préservant les traditions et des pratiques écologiques.

Les exploitations familiales présentent des opportunités de développement de l'agriculture et de l'environnement rural, en diversifiant la production et en créant des emplois.

Il a également été constaté que les exploitations familiales avaient bien supporté la crise économique, puisqu'elles ne sont pas organisées comme les exploitations à grande échelle dans un système corporatiste tributaire du système bancaire. Le développement des zones rurales ne peut se faire sans tenir compte de la clé de voûte, à savoir l'exploitation familiale.

LES EXPLOITATIONS FAMILIALES DANS LE PDR ROUMAIN POUR 2014-2020

Le PDR roumain pour 2014-2020 soutient les exploitations familiales en vue d'augmenter la production et la pénétration du marché, par l'intermédiaire d'une série de mesures d'investissement ainsi que de mesures de soutien indirect.

L'exploitation familiale éligible se définit comme suit: une propriété agricole appartenant à une entreprise familiale ou à une personne morale dont les associés sont membres exclusifs de la même famille. Par membres de la même famille, nous entendons mari/femme et les personnes apparentées jusqu'au troisième degré inclus.

Pour valoriser et accroître la compétitivité de l'exploitation familiale, il est nécessaire de mettre l'accent sur quatre priorités:

- mettre en évidence l'exploitation familiale en tant que modèle d'une croissance intelligente, durable et inclusive;
- consolider les exploitations familiales au sein de la chaîne d'approvisionnement;
- se connecter aux besoins des consommateurs;
- développer la capacité humaine... utilisée à la ferme.

Le poids économique d'une exploitation familiale éligible oscille entre 8 000 et 250 000 euros (de production standard) ([2]). Le PDR est également destiné aux exploitations dont le poids économique est inférieur, qui peuvent être des bénéficiaires du Feader en accédant aux mesures sous des formes associatives et/ou coopératives, ce qui apporte une valeur supplémentaire à la production commercialisée.

© Réseau de développement rural roumain

Les exploitations familiales dans des pays comme la Roumanie sont à nouveau appréciées à leur juste valeur.

Il est important que les exploitations familiales et les petits agriculteurs comprennent qu'un aspect nécessaire de l'augmentation de la production et des bénéfices, ainsi que de la commercialisation et de la pénétration de marché, est une bonne coopération au niveau local, avec le partage des installations et des ressources pour la commercialisation de la production, le développement de nouveaux produits, pratiques, processus et technologies.

ACCÉDER AUX FONDS EUROPÉENS

Les activités menées dans une exploitation familiale sont éligibles à toutes les mesures incluses dans le PDR 2014-2020, y compris la diversification des activités non agricoles.

Par ailleurs, à compter de 2013, le ministère de l'agriculture et du développement rural a décidé d'aider les petits agriculteurs (par le biais de l'ordonnance gouvernementale d'urgence n° 43/2013), en facilitant leur accès au financement et en garantissant un cofinancement en cas de projets d'investissement.

Notre objectif est que les petits agriculteurs s'habituent à utiliser les mesures qui leur sont consacrées dans le PDR 2014-2020 pour développer leurs exploitations, et qu'ils soumettent un grand nombre de projets pour pouvoir absorber les fonds alloués.

Nous recommandons aux agriculteurs et à toute personne intéressée par les mesures de développement rural du PDR 2014-2020 de s'informer correctement, en prenant contact avec le ministère de l'agriculture et du développement rural et l'Agence pour le financement des investissements ruraux (AFIR), ces deux institutions se tenant à la disposition des candidats.

Le PDR de la Roumanie pour la période 2014-2020 soutient les exploitations familiales par le biais d'une série de mesures d'investissement ainsi que de mesures de soutien indirect.

Pour toute activité menée dans les zones rurales, qu'elle soit agricole ou non, il est nécessaire de faire une analyse des possibilités réelles spécifiques à l'exploitation, en particulier sa capacité à garantir un niveau de vie décent à la famille, sans recourir à d'autres activités génératrices de revenus.

En résumé, afin d'identifier la viabilité d'une exploitation, il est recommandé de rédiger un plan d'affaires, que l'exploitation ait recours ou non aux fonds européens. Le problème le plus fréquent de l'accès aux mesures du PDR est d'en assurer le cofinancement.

---

(1) Cet article est fondé sur un entretien accordé par M. Bogdan Alecu au réseau national de développement rural roumain, que vous pourrez lire dans son intégralité dans ***Rural Romania,*** numéro 4, octobre 2014.

(2) La production standard est la taille économique d'une exploitation exprimée en termes monétaires. Elle correspond à la somme des valeurs obtenues pour chaque produit (culture ou bétail).

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Ministère roumain de l'agriculture et du développement rural:
www.mapam.ro

Réseau national de développement rural roumain:
www.rndr.ro

Année internationale de l'agriculture familiale:
www.fao.org/family-farming-2014

QUESTIONS ET PERSPECTIVES RURALES

La première assemblée des réseaux ruraux européens

**Entretien avec Aldo Longo,
DG Agriculture et développement rural**

M. Longo nous fait part de ses impressions sur la première réunion de l'assemblée des réseaux ruraux européens, organisée le 26 janvier 2015 à Bruxelles.

Aldo Longo [1] est directeur des «Aspects généraux du développement rural et de la recherche» à la DG Agriculture et développement rural et président de l'assemblée des réseaux ruraux.

M. Longo, cette assemblée a réuni 200 acteurs du développement rural. Quel était l'objectif de cette assemblée?

L'assemblée a constitué la première réunion formelle de tous les acteurs clés du secteur, rassemblant les personnes impliquées dans la politique de développement rural, l'innovation, l'administration et la recherche agricole pratique. L'idée sous-tendant le forum était de promouvoir la collaboration entre ces praticiens qui jouent un rôle clé dans la politique de développement rural et la PAC en général.

L'assemblée a pour vocation d'être plus représentative: cela a-t-il été le cas lors des discussions?

Oui. L'une des forces de cette assemblée était la grande diversité de parties prenantes participantes et la nature collégiale des discussions, en particulier lors des ateliers.

Les participants ont identifié des thèmes particulièrement pertinents et importants. S'agissant de l'innovation, nous avons souligné l'importance de la phase de démarrage des groupes opérationnels au sein des programmes de développement rural. Nous avons également abordé d'autres sujets, tels que l'économie circulaire, l'agriculture de précision, le transfert de connaissances et le changement démographique au sein de la population agricole.

L'assemblée a constitué la première réunion formelle rassemblant tous les grands groupes de parties prenantes œuvrant pour la politique de développement rural.

J'aimerais également souligner la dimension politique importante conférée à l'assemblée par les contributions du commissaire Hogan et de Kersti Kaljulaid, membre de la Cour des comptes européenne. Ils ont souligné les liens importants entre les réseaux ruraux et les priorités de l'Union européenne, telles que la croissance, l'emploi et l'utilisation efficace des fonds européens.

Quels étaient les principaux messages de ces intervenants?

Dans son discours, le commissaire Hogan a insisté sur le rôle primordial des réseaux ruraux. Il a rappelé le rôle important joué par l'assemblée, à savoir celui de créer des liens entre les parties prenantes du développement rural de l'UE, d'agir en tant qu'«incubateur d'idées» pour le développement des connaissances et l'innovation pour tous, et d'améliorer l'efficacité des politiques. Il a également souligné l'importance du processus de simplification, auquel l'assemblée devrait, du moins il l'espère, apporter une importante contribution.

Mme Kaljulaid, membre de la Cour des comptes européenne, a évoqué la nécessité impérieuse de mesurer l'impact des actions de la politique de développement rural. Les résultats de l'audit offrent des informations importantes sur la cohérence et la conformité de certaines opérations. Les réseaux peuvent apporter une véritable valeur ajoutée dans le cadre de la réalisation des objectifs politiques, en soutenant le développement et la diffusion d'une culture orientée sur les performances. La réalisation des objectifs de développement territorial exige une coordination effective et l'identification de

© 2014 Union européenne

L'assemblée des réseaux ruraux a réuni près de 200 représentants des groupes de parties prenantes au développement rural, notamment des réseaux ruraux nationaux, des autorités de gestion, des organisations européennes et des organismes de recherche et de consultance européens.

synergies entre les différentes politiques européennes qui ont un impact au niveau territorial, sur l'activité agricole et sur les économies rurales.

Enfin, le représentant de la Banque européenne d'investissement (BEI) a évoqué l'utilisation des instruments financiers et souligné les avantages d'une coopération plus étroite entre la DG Agriculture et développement rural et la BEI.

Hormis les formalités du lancement de l'assemblée, quels étaient les principaux résultats escomptés de cette première assemblée?

Le principal objectif de cette première réunion était de promouvoir un esprit participatif solide. Il était important d'établir un dialogue ouvert pour encourager les participants à partager leurs idées et leurs expériences. L'assemblée offre une plate-forme permettant de reconnaître et d'apprécier la contribution de chaque participant, d'obtenir de meilleurs résultats en travaillant ensemble plutôt qu'individuellement. Cette approche est palpable dans la «photo de famille» que nous avons prise à l'occasion de l'événement: elle traduit notre vision, celle de chaque participant jouant un rôle actif, et non passif, dans le processus.

Le principal objectif de cette première réunion était de promouvoir un esprit participatif solide. Il était important d'établir un dialogue ouvert pour encourager les participants à partager leurs idées et leurs expériences.

Des représentants de la Cour des comptes européenne et de la Banque européenne d'investissement étaient présents à la première réunion. Envisagez-vous d'inviter d'autres institutions lors des prochaines réunions?

Les contributions d'autres institutions telles que la Cour des comptes et la BEI ont été particulièrement appréciées par les participants à l'assemblée. C'est pourquoi nous comptons inviter d'autres institutions, organisations et contributeurs externes à nos prochaines réunions. Cela nous aidera à élargir le spectre des discussions et à souligner l'intérêt de toutes les institutions européennes au sens large pour notre politique de développement rural.

Merci d'avoir pris le temps de nous accorder cet entretien. Nous vous souhaitons bien du succès dans votre rôle de président de l'assemblée des réseaux ruraux.

---

(1) Entretien mené par Isabelle Raynaud, DG Agriculture et développement rural, unité H.3 — Réseau européen et suivi de la politique du développement rural.

QUESTIONS ET PERSPECTIVES RURALES

L'UE a besoin d'une Journée de la ruralité!

Tommy Nilsson, RRN suédois

Les calendriers d'aujourd'hui regorgent de journées commémoratives de toute sorte, depuis la fête des mères, en passant par la Journée mondiale contre le cancer jusqu'à la Journée de la Terre. Je suggère de créer également une Journée de la ruralité, au cours de laquelle les organisations, autorités et entreprises pourront manifester conjointement l'importance des zones rurales pour l'ensemble de la société.

Tommy Nilsson est le responsable de la communication du réseau rural suédois.

Le réseau rural suédois organise un gala rural chaque année depuis 2009, pour promouvoir et partager les bonnes pratiques des activités financées par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader). D'autres réseaux ont organisé des événements similaires. Cette expérience a été positive pour toutes les personnes concernées, mais s'est avérée moins réussie pour ce qui est de la sensibilisation d'un public plus large.

LA VALEUR D'UNE JOURNÉE DE LA RURALITÉ

L'organisation d'une Journée de la ruralité pourrait nous aider à atteindre nos objectifs de sensibilisation d'un public plus large, avec des messages positifs sur le développement rural en Europe. Tous les réseaux ruraux nationaux pourraient travailler ensemble avec le REDR pour lancer la Journée de la ruralité dans l'ensemble de l'UE.

Les institutions de l'UE pourraient nous rejoindre, tout comme d'autres réseaux, organisations et associations intéressés par le développement rural, y compris le parlement rural européen et les associations LEADER.

Plus nous serons nombreux à travailler à la promotion des zones rurales en cette journée, plus l'effet dans les médias et dans l'esprit des gens sera important.

Cette Journée nous permettrait de véhiculer des messages sur la signification et l'importance d'avoir des régions rurales fortes et dynamiques. Plus nous serons nombreux à travailler à la promotion des zones rurales en cette journée, plus l'effet dans les médias et dans l'esprit des gens sera important.

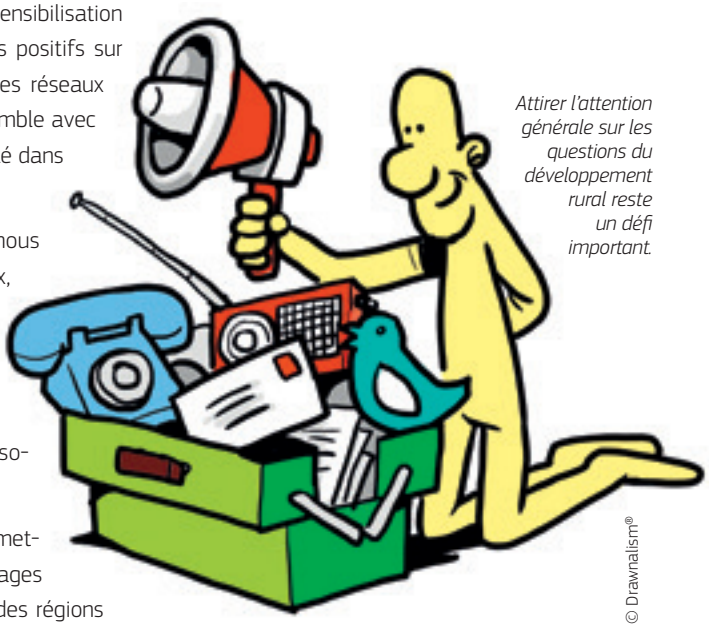
Cette Journée pourrait encourager davantage de coopération entre les organisations qui travaillent sur des questions rurales. Cela permettrait non seulement de bénéficier de la synergie de communication entourant la journée elle-même, mais également d'établir des contacts et des relations de travail plus solides pour le long terme.

PLANIFIER UNE JOURNÉE DE LA RURALITÉ

Chaque année, la Journée de la ruralité pourrait avoir un thème présentant un lien évident avec les objectifs de la politique européenne de développement rural et le Feader. Par exemple, le thème principal de la première Journée de la ruralité pourrait être: «Les zones rurales durables d'Europe». Ce thème pourrait ensuite être divisé en sous-thèmes tels que l'utilisation des ressources énergétiques dans les zones rurales et l'approvisionnement alimentaire durable.

Les réseaux ruraux nationaux et les autorités de gestion pourraient convenir de thèmes et messages communs pour la Journée. Les organisations locales pourraient également mettre en place leurs propres actions ou messages sous la même appellation globale, adaptée à leur situation et aux priorités des communications.

En lançant la Journée de la ruralité de manière ouverte et générale, nous ne serons pas en mesure d'avoir un contrôle total des actions entamées et des messages véhiculés. Toutefois, l'intérêt de la Journée résiderait dans la concentration des efforts de communication sur une même journée, dans chaque région et dans chaque pays de l'UE, attirant l'attention du public et des médias sur le développement rural en Europe.



Attirer l'attention générale sur les questions du développement rural reste un défi important.

© Drawnalism®

POUR PLUS D'INFORMATIONS

tommy.nilsson@jordbruksverket.se

Parlement rural européen: donner la parole aux habitants des zones rurales

Michael Dower, Prepare
Vanessa Halhead, ERCA

Les parlement ruraux nationaux, tels que celui de l'Écosse (voir ci-après), s'inscrivent dans le cadre d'un mouvement de bien plus grande envergure destiné à donner la parole aux communautés rurales d'Europe et à stimuler l'entraide entre celles-ci. Au cœur de ce mouvement se trouve le parlement rural européen.

Michael Dower (Prepare) et **Vanessa Halhead** (ERCA) sont cosecrétaires du parlement rural européen.

Le premier parlement rural européen (PRE) a été lancé à Bruxelles, en novembre 2013, par l'European Rural Community Alliance (ERCA), Prepare (Partenariat pour l'Europe rurale) et le groupe nordique des mouvements ruraux nationaux. Près de 150 personnes originaires de 30 pays y ont participé.

Les participants ont souhaité que l'initiative se poursuive, afin de renforcer la voix des personnes vivant dans les zones rurales. Ainsi, ERCA et Prepare, assistés par l'Association européenne LEADER pour le développement rural (ELARD), préparent maintenant le deuxième parlement rural européen, qui se tiendra en novembre 2015.

Celui-ci poursuit un double objectif: tout d'abord, renforcer l'influence des communautés rurales et garantir que leurs intérêts sont totalement pris en compte dans les politiques nationales et européennes, et ensuite, promouvoir l'entraide, la solidarité et la coopération parmi les communautés rurales d'Europe.

DE L'ÉCHELON NATIONAL À L'ÉCHELON EUROPÉEN

La «parole» doit être celle des individus des zones rurales, sur le terrain. Par conséquent, le cœur de l'initiative est une série de campagnes nationales destinées à rassembler des informations sur les préoccupations et espoirs des habitants des zones rurales. Les membres de nos trois réseaux, et les alliés d'ailleurs, agissent en tant que «parrains nationaux du PRE» dans 40 pays, au sein et au-delà de l'UE.

Chaque parrain national organise une «cascade ascendante d'idées», démarrant au niveau local, les idées étant collectées dans les régions, synthétisées au niveau national et combinées au niveau européen pour former un projet de manifeste de l'Europe rurale et un rapport d'accompagnement. Dans certains pays, la campagne inclut un parlement rural national.

Par ailleurs, un groupe de travail rassemble des données sur la situation de l'Europe rurale ainsi que sur les politiques rurales des gouvernements, pour alimenter le manifeste. Le site du PRE permet une consultation plus large.

Le rassemblement du PRE 2015 sera organisé en novembre 2015 dans la ville de Schärding, en Haute-Autriche. Il prévoit des visites sur le terrain dans la région environnante et deux jours de discussions, dont le point d'orgue sera l'adoption du manifeste de l'Europe rurale. Plus de 300 personnes sont attendues, originaires de 40 pays, plus les principales organisations rurales et les représentants invités de la Commission européenne, du Parlement européen, du Conseil de l'Europe, etc.

La «parole» doit être celle des habitants des zones rurales, sur le terrain. Par conséquent, le cœur de l'initiative est une série de campagnes nationales destinées à rassembler des informations sur les préoccupations et espoirs des habitants des zones rurales.

Après l'événement, nous publierons le manifeste et les éléments de preuve, afin d'influencer les gouvernements et les institutions européennes en matière de politiques pour les communautés rurales, et d'encourager les communautés rurales elles-mêmes à prendre des mesures.

© Office du tourisme de Schärding

Le parlement rural européen 2015 sera organisé dans la magnifique ville autrichienne de Schärding.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Site internet du parlement rural européen:
www.europeanruralparliament.com

La page d'accueil de Schärding, la ville hôte 2015:
www.schaerding.at

QUESTIONS ET PERSPECTIVES RURALES

Le tout premier parlement rural écossais

Emma Cooper, parlement rural écossais

Le tout premier parlement rural écossais s'est tenu à Oban du 6 au 8 novembre 2014. Environ 400 personnes y ont participé, dont plus de 300 étaient originaires des communautés rurales.

Emma Cooper est coordinatrice au parlement rural écossais.

LES ORIGINES DU PARLEMENT RURAL ÉCOSSAIS

Nous avions entendu parler des parlements ruraux créés dans une dizaine de villes d'Europe. Les succès qu'ils ont enregistrés ces 20 dernières années nous ont convaincus de lancer un parlement rural en Écosse. La Suède a servi de modèle original, c'est pourquoi nous nous sommes rendus là-bas, pour en apprendre un peu plus sur leur expérience. Nous avons glané quelques nouvelles idées, mais également confirmé que nous avions une situation propre à l'Écosse.

Un parlement rural n'est pas qu'un simple événement, mais tout un processus. Nous avons beaucoup travaillé pour impliquer les acteurs ruraux d'Écosse dans la préparation de l'événement du parlement. Nous avons mis sur pied un forum consultatif, qui est un groupe d'organisations (majoritairement) nationales ayant un intérêt dans les affaires rurales, qui a eu pour mission d'aider à la préparation et à la mise en œuvre du parlement.

UN FONDEMENT LOCAL

Nous avons également organisé environ 25 événements locaux dans différentes régions rurales d'Écosse, y compris sur les îles au large de l'Écosse. Malgré la diversité des régions et des contextes, de nombreux thèmes principaux revenaient sans cesse.

Grâce aux données collectées et au travail existant visant à identifier les sujets de préoccupation des communautés rurales, nous avons dressé une liste des thèmes prioritaires pour le parlement rural 2014. Nous avons demandé aux acteurs ruraux de voter sur ces questions aussi bien en ligne qu'à l'occasion d'un événement rural majeur.

Ce processus a confirmé les thèmes prioritaires du parlement rural écossais 2014 comme étant:

- les entreprises rurales et l'emploi;
- l'accès au haut débit;
- l'infrastructure des transports;

- les problèmes d'utilisation de la terre et la planification;
- la protection des richesses naturelles et l'adaptation au changement environnemental;
- la prise de décision et la démocratie locale;
- la santé et l'aide sociale.

NOUVELLES MÉTHODES DE TRAVAIL

Nous avons essayé de débattre de ces thèmes sur Twitter. En moyenne, les débats attiraient près de 50 participants et récoltaient quelques idées intéressantes, mais certains fonctionnaient mieux que d'autres. J'aimerais que cette pratique soit maintenue, mais nous devons y réfléchir et, bien évidemment, il ne s'agit pas d'un outil pour tout le monde.

Nous avons constitué des groupes de travail pour rédiger des documents de référence afin d'aider à la préparation des discussions du parlement. Ces documents couvraient le contexte politique, les principaux problèmes, les nouvelles pratiques et approches pour aborder ces problèmes et les révélations des dernières recherches.

Un parlement rural n'est pas qu'un simple événement, mais tout un processus. Nous avons beaucoup travaillé pour impliquer les acteurs ruraux d'Écosse dans la préparation du parlement.

Le travail préparatoire impliquait que le parlement rural lui-même était en mesure d'identifier les solutions et les actions requises pour surmonter les défis que nous avions identifiés.

RÉSULTATS ET PROCHAINES ÉTAPES

Les conclusions de notre premier parlement avaient toutes trait à la démocratie, à la planification et à la

© Parlement rural écossais

Les participants au parlement rural ont examiné les sujets prioritaires identifiés lors des consultations préparatoires.

manière d'influencer la prise de décision. Notre parlement était très axé sur la nécessité de développer davantage de liaisons de transport dans les zones rurales, sur la nécessité de disposer de connexions à haut débit dans les zones rurales et sur les entreprises rurales et l'emploi.

Nous devons maintenant établir un plan d'action pour avancer sur ces problématiques. Celui-ci définira la gouvernance et le rôle du parlement, y compris les actions telles que le lobbying et la stratégie, et la manière dont il s'acquittera de ce rôle au niveau régional. Un élément positif est que le gouvernement écossais s'est engagé à coopérer avec les grandes organisations pour faire avancer ce plan d'action.

Les parlements ruraux se réunissent tous les deux ans et le prochain aura donc lieu en 2016. En attendant, nous poursuivrons notre action par des réunions en Écosse et sur les médias sociaux. Il est important que le parlement continue d'être une initiative démocratique participative, permettant aux individus de se représenter eux-mêmes et leurs problèmes.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

www.scottishruralparliament.org.uk

Andrew Copus [1] est chercheur en sciences sociales, économiques et géographiques (SEGS) au James Hutton Institute et il était délégué au parlement rural écossais en 2014.

UN PARLEMENT RURAL PEUT-IL RÉUSSIR SANS UNE DÉMOCRATIE LOCALE PLUS FORTE?

Andrew Copus, James Hutton Institute

L'Écosse (comme le reste du Royaume-Uni) possède une des structures démocratiques locales les plus fragiles d'Europe.

En Suède, il existe 290 municipalités pour une population de 9,5 millions d'habitants, et les élus de la municipalité représentent, en moyenne, 200 personnes. En Écosse, à peine 32 autorités locales représentent une population de 5,2 millions d'habitants; le rapport conseiller/résident est de plus de 1:4 000.

Compte tenu de ces profondes disparités, la question est posée de savoir si un parlement rural écossais sera en mesure d'influencer la politique rurale et la pratique de développement locale dans les mêmes proportions que le modèle suédois.

Cela étant dit, en tant que forum et «porte-parole» des intérêts ruraux, le parlement rural écossais ne peut qu'être positif, contrebalançant les intérêts urbains.

Il est également encourageant de voir que le parlement rural écossais peut compter sur le soutien du ministre responsable de la politique rurale du gouvernement écossais. Seul le temps nous le dira, mais le [parlement] a certainement offert une autre bonne raison d'utiliser l'expression «moments importants»!

[1] Ce point de vue est relaté ici avec l'autorisation de l'auteur, et extrait d'un article de blog du 14 novembre 2014, que vous pouvez lire dans son intégralité à l'adresse www.hutton.ac.uk/blogs/segs

REPORTAGE

Gestion participative des espaces boisés à Soria (Espagne)

Par le biais du projet «Montes de Socios» (les forêts du peuple), la province de Soria (Castille-et-Léon) a été à l'avant-garde des efforts de l'Espagne pour réimpliquer les propriétaires d'espaces boisés, pour la plupart laissés à l'abandon, afin de créer un modèle de gestion durable pour le XXIe siècle. Le processus a nécessité la rédaction de nouvelles lois, des heures de recherche sur les droits de la propriété foncière et la création de groupes autonomes de gestion locale offrant un nouvel élan au développement rural, par un engagement efficace des parties prenantes.

© Montes de Socios

UNE HISTOIRE COMPLIQUÉE

Pour comprendre le projet Montes de Socios, ses défis et ses réalisations, il est essentiel de comprendre l'histoire qui a conduit à l'abandon général des terres forestières vallonnées dans de nombreuses régions d'Espagne.

À Soria, un «Monte» n'est pas vraiment une montagne, mais plutôt une zone de terre associée à des collines, des forêts, des zones broussailleuses et des pâturages, généralement non adaptés à l'agriculture.

Au XIXe siècle, d'importantes parcelles de terres forestières ont été vendues aux enchères par l'État alors en quête de fonds, après des vagues de confiscations, qui ont vu l'expropriation de terres appartenant à des monastères, des municipalités, des ordres militaires, des hôpitaux et des hospices. Près de 100 000 hectares ont été mis en vente rien que pendant les années 1866 et 1867 ([1]).

La confiscation et la vente de ces terres ont non seulement eu une incidence sur les institutions concernées, mais aussi sur les nombreux pauvres villageois qui utilisaient les terres municipales pour leur subsistance. Dans de nombreux cas, ils ont joint leurs forces pour tenter d'acquérir les terres et pouvoir continuer à les utiliser. Les terres n'étaient pas vendues à un prix bas ou inférieur au marché, et donc l'effort consenti par les villageois était considérable, impliquant des sacrifices, des emprunts et des années de dur labeur pour rembourser leurs dettes.

“L’acquisition des terres n’a pas été une mince affaire. Cela représentait beaucoup d’argent à l’époque. La plupart des gens y ont laissé des plumes. Certains ont vendu leurs bêtes à un prix dérisoire pour obtenir l’argent dont ils avaient besoin, d’autres ont renoncé à leurs droits de récolter le bois pendant 40 ans. Ils ont juste conservé le droit d’utiliser les pâturages et de collecter le bois nécessaire pour construire des maisons et se chauffer.”

Cándido Moreno, président de la collectivité de gestion Monte Pinar, Herrera de Soria.

Plus de 80 % des forêts ont été vendues à Soria, et le sacrifice commun a fait naître un esprit de solidarité, tangible dans la propriété et la gestion communes de la forêt par le biais d’accords de coopération. Les coacheteurs disposaient de droits indivisibles sur la terre, garantissant sa gestion par le biais de la coopération et utilisant les ressources forestières pour soutenir la communauté locale.

LA PERTE D’UNE CULTURE

Toutefois, la transmission de la terre d’une génération à l’autre et d’importants changements sociaux ayant entraîné une migration importante vers les villes d’une population en quête de nouvelles opportunités ont rendu la gestion de ces terres forestières non cultivées de plus en plus difficile. Qui voulait travailler la terre? Qui en était propriétaire? Qui en était responsable?

Même lorsque des efforts étaient consentis pour organiser l’exploitation efficace des ressources forestières, le cadre juridique ne facilitait pas la tâche. Faire reconnaître la propriété légale ou les droits de gestion était trop coûteux et trop complexe pour la plupart des familles ou communautés rurales. Les forêts ont été largement abandonnées, endommageant les écosystèmes qui s’y étaient développés et augmentant les risques de feux de forêt. À Soria, 25 % de la zone forestière totale ont été abandonnés — soit environ 150 000 ha.

© Montes de Socios

Les propriétaires terriens se sont rassemblés en nombre pour former les nouvelles collectivités.

© Montes de Socios

Le paysage des régions du projet est caractérisé par des collines, des arbres et des sols relativement pauvres.

Les autorités locales ont eu tendance à reprendre la propriété et la responsabilité des terres qui avaient été en grande partie abandonnées. Pourtant, comme le souligne le maire de Ledrado (Soria), Revilla Jiménez: «Ces terres ont été acquises par nos ancêtres. Elles appartiennent au peuple, cela ne fait aucun doute. Pourquoi les autorités locales réclameraient-elles un droit sur ces terres?»

“Ce n’était pas bien ou juste que ces terres, acquises au prix de tant d’efforts et de sacrifices, et qui appartenaient aux villageois, deviennent propriété de l’État comme ça, sans aucune contestation. Nous avons décidé d’identifier les propriétaires légitimes et les avons exhortés à protéger ce territoire et à donner un nouvel élan au développement rural dans la région.”

Pedro Medrano, directeur technique, Association forestière de Soria

UN NOUVEAU CADRE JURIDIQUE POUR UNE GESTION COMMUNE

La gestion des terres était bien souvent devenue impossible. La première étape essentielle pour remédier à la situation et relancer le développement de ces zones rurales était la création d’un nouveau cadre juridique.

L’Association forestière de Soria a promu le changement législatif, qui a conduit à une modification de la législation nationale sur ces paysages forestiers en 2003 ([2]). Cette modification législative a porté création de la collectivité de gestion forestière pour remettre en vigueur la gestion conjointe des zones forestières au titre de la propriété conjointe.

La première étape pour la constitution formelle d’une collectivité de gestion forestière (Junta Gestora) est d’obtenir la preuve que la zone forestière appartient à au moins dix personnes différentes ayant des droits indivis sur le territoire. En l’absence de titres de propriété actuels, le droit de propriété peut être prouvé via un lien documenté entre les propriétaires initiaux et les requérants actuels.

([1]) Après les confiscations civiles en vertu de la loi Madoz (Ley Madoz) de 1855.

([2]) Disposition supplémentaire 10, Loi de Montes (Ley de Montes) 43/2003, Espagne.

© Montes de Socios

L'adhésion aux nouvelles collectivités de gestion fait généralement l'objet de cérémonies assez formelles.

Le processus est supervisé et contrôlé par les autorités forestières respectives de chaque communauté autonome en Espagne, qui se chargent également d'annoncer la création d'un conseil de gestion forestière.

REMONTER JUSQU'AUX TITRES DE PROPRIÉTÉ DES TERRES

L'identification des propriétaires actuels des terres n'a pas été une tâche aisée. Les registres des ventes officielles intervenues dans les années 1860 étaient disponibles, mais le transfert de propriété avait pu être enregistré auprès des autorités locales, des associations locales ou uniquement par la remise en mains propres des documents au sein des familles.

Toutes les archives et sources possibles ont été utilisées pour retrouver les descendants en vie des acheteurs initiaux. Des centaines d'heures de recherche ont été consacrées, à décortiquer les registres à la recherche des héritiers légitimes des terres. Nombre d'entre eux vivaient encore à Soria, mais d'autres vivaient dans d'autres régions d'Espagne, voire à l'étranger.

> *"Nous savions que mon père était originaire d'un village de Soria... Mais mon père a perdu tout contact avec le village lorsque mes grands-parents sont décédés."*
>
> *Elías Pascual, un propriétaire terrien âgé, vivant en Argentine*

Elías Pascual vit en Argentine et il était loin de se douter qu'il était l'héritier légitime d'un titre de propriété conjointe sur des terres forestières à Soria. L'idée de rétablir le lien avec la terre de ses ancêtres à travers la collectivité de gestion le remplit d'émotion: «J'éprouve surtout la satisfaction de perpétuer la mémoire de la famille, et surtout celle de mon grand-père, qui a fait partie de ceux qui se sont sacrifiés pour acheter ces terres forestières.»

La recherche a permis d'établir d'énormes «arbres généalogiques» identifiant autant de propriétaires actuels que possible. Ce travail préparatoire a permis de créer les collectivités de gestion forestière sur le territoire de Soria.

© Montes de Socios

La gestion de la terre avait été abandonnée au fil du temps dans de nombreuses régions.

© Montes de Socios

L'histoire de Herrera de Soria

Herrera de Soria est une municipalité de Soria couvrant 1 364 ha. Elle a été vendue par l'État en 1905 et achetée par 44 villageois qui ont formé une collectivité visant à préserver leur mode de vie. La gestion efficace des terres a été sérieusement mise à mal par la croissance exponentielle des familles ayant un droit sur la terre, hérité des propriétaires initiaux, et par les mouvements migratoires désertant la municipalité. La recherche entreprise dans le cadre du projet a mis au jour plus de 400 propriétaires ayant des droits indivis sur les terres montagneuses à ce jour. En 2007, 11 descendants directs des 44 acheteurs initiaux ont été les premiers à signer l'accord visant à créer la collectivité de gestion chargée de gérer efficacement les terres forestières.

ÉTABLIR UNE GESTION CONJOINTE DES TERRES

Une fois les modalités de création de l'organe de gestion établies et accréditées par l'autorité forestière compétente, la procédure juridique prévoit l'organisation d'une réunion des copropriétaires pour approuver formellement et signer la création de la collectivité de gestion. Vingt-six collectivités de gestion forestière de ce type ont été établies dans le cadre du projet Montes de Socios.

Les technologies modernes sont utilisées pour permettre la participation de propriétaires qui ne sont pas physiquement présents sur le territoire ou qui ne peuvent pas participer aux réunions de l'organe de gestion. Chacun est encouragé à s'exprimer sur la manière dont la forêt doit être gérée et la communauté rurale soutenue.

LES AVANTAGES DE LA GESTION CONJOINTE

Les avantages de l'implication des parties prenantes dans la création des collectivités de gestion sont économiques, environnementaux et sociaux. Ils ont donné un nouvel élan à une gestion efficace et durable qui exploite les richesses de la forêt en harmonie avec la biodiversité locale.

Le processus a joué un rôle inestimable dans le rétablissement d'un lien entre les individus et leurs racines rurales et la création d'un nouveau dialogue entre toutes les personnes ayant un lien avec les villages de montagne, peu importe leur âge ou le lieu où ils vivent maintenant.

L'implication des parties prenantes a été la condition essentielle pour assurer une gestion efficace et durable des ressources forestières et offrir une nouvelle dynamique au développement rural à Soria.

La réalité est que l'identification en tant que propriétaire terrien aujourd'hui n'est pas synonyme de richesse, chaque propriétaire ayant droit à une très faible proportion de la valeur générée par la montagne. La valeur du processus réside dans le potentiel de réinvestissement important dans la communauté rurale. Plusieurs collectivités de gestion sont déjà en train de planifier l'utilisation des fonds engrangés par la forêt pour réparer des maisons, améliorer des routes, créer de nouveaux services et offrir un soutien à de nouvelles familles pour qu'elles s'installent dans les villages ruraux.

© Montes de Socios

Les collectivités ont aidé à recréer un sentiment communautaire dans de nombreuses régions.

> *« Il en a toujours été ainsi. L'argent engrangé sert à payer l'éclairage public, à amener l'eau courante dans les maisons, à payer la construction d'écoles et de routes. C'est l'argent du village, investi dans le village. »*
>
> *Cándido Moreno, président de la collectivité de gestion Monte Pinar, Herrera de Soria.*

© Montes de Socios

La gestion participative de la forêt communautaire s'est propagée à d'autres régions en Espagne.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Pedro Medrano:
pedro.medrano@asfoso.com

http://montesdesocios.info/

https://www.youtube.com/watch?v=WxcZmd2MyA8

COUP DE PROJECTEUR SUR L'IMPLICATION DES PARTIES PRENANTES

ENTRETIEN

Vyara Stefanova

Forum européen pour la conservation de la nature et le pastoralisme (EFNCP)

Vyara Stefanova travaille au Forum européen pour la conservation de la nature et le pastoralisme (EFNCP) en Europe du Sud-Est. Elle a été au premier plan des initiatives visant à aider les agriculteurs à participer aux actions de développement rural soutenant à la fois la compétitivité de l'agriculture à petite échelle et la conservation d'habitats importants pour la vie sauvage.

© Veneta Paneva

Quand avez-vous commencé à travailler avec les parties prenantes du développement rural?

Initialement, j'étais chargée d'aider à établir le premier service national de conseil agricole de Bulgarie. Cette mission pour le ministère de l'agriculture m'a amenée à faire partie d'une équipe chargée de préparer le programme spécial d'adhésion pour l'agriculture et le développement rural (programme SAPARD) en Bulgarie. Mon travail consistait à établir un programme national agroenvironnemental et à le tester en tant que mesure pilote dans le cadre du programme SAPARD.

Aucun programme de ce type n'avait été développé auparavant en Bulgarie et il a permis d'identifier les défis qui allaient se poser à l'implication des parties prenantes dans la conservation de la nature. Au départ, très peu d'agriculteurs avaient conscience qu'ils pouvaient tirer profit du soutien à la conservation de la nature.

Je suis devenue chef d'unité au ministère chargé de mettre en œuvre ce type de mesures environnementales, qui incluaient des versions antérieures d'une sorte de système de soutien à l'agriculture à haute valeur naturelle (HVN) que nous promouvons au travers du Forum [EFNCP] aujourd'hui.

Je travaille maintenant dans la succursale de l'EFNCP en Bulgarie. Notre bureau agit en tant que point focal pour un réseau de systèmes agricoles à haute valeur naturelle en Europe du Sud-Est. Notre objectif est d'améliorer la compréhension et le soutien aux avantages offerts par les systèmes HVN afin qu'ils puissent être reconnus par les agriculteurs, les consommateurs, les autorités locales et les décideurs politiques.

Pourquoi les systèmes de soutien à l'agriculture HVN sont-ils importants?

L'agriculture HVN utilise généralement des pâturages et prés semi-naturels et est courante sur les terres moins productives dans de nombreux pays européens. Ici, en Europe du Sud-Est, les fermes HVN opèrent souvent dans les régions les plus marginales en proie à des difficultés économiques et sociales.

Ce type d'agriculture se pratique peut-être sur des terres marginales, mais elle est essentielle pour conserver la biodiversité en Europe. Ce paysage agricole abrite un large éventail d'espèces sauvages. Il est également essentiel pour d'autres services environnementaux, tels que la gestion des points de captage d'eau et la prévention des feux de forêt.

Comment votre travail au Forum européen pour la conservation de la nature et le pastoralisme soutient-il ces systèmes?

L'implication des agriculteurs dans les initiatives de conservation de la nature est une tâche prioritaire pour la politique de développement rural. Les organisations

comme la nôtre travaillent de manière proactive pour augmenter l'implication des différentes parties prenantes dans les initiatives de développement rural fondées sur la nature et menées sur le terrain.

Le Forum utilise un modèle de développement rural intégré qui vise à accroître l'implication des petites exploitations des zones HVN dans les activités de développement économique ainsi que dans la conservation de la nature. Nous essayons également de montrer aux agriculteurs comment ils peuvent mettre en avant les caractéristiques naturelles de leurs produits, que de nombreux consommateurs apprécient.

Cette approche aide les agriculteurs à comprendre les valeurs cachées de leurs systèmes agricoles HVN et est également utile pour surmonter une certaine opposition manifestée à l'encontre des désignations Natura 2000 attribuées à certains sites en Bulgarie.

© Evdokia Georgieva

Les paysages de l'agriculture à haute valeur naturelle (HVN) dans des pays tels que la Bulgarie abritent un large éventail d'espèces sauvages.

Quelle est votre approche pour impliquer les agriculteurs?

Les agriculteurs sont généralement en très bonne position pour protéger la biodiversité. Toutefois, bien souvent, ils n'ont pas suffisamment d'informations et de connaissances sur les possibilités d'utiliser les fonds nationaux et européens à l'appui de ces objectifs.

Outre les informations et conseils prodigués aux agriculteurs, mon travail pour l'EFNCP exige que je consacre beaucoup de temps à me renseigner sur les perspectives des agriculteurs. Il est essentiel de réellement comprendre quels types de soutien au développement rural fonctionnent pour les exploitations à petite échelle sur les terres HVN et pourquoi.

Nous essayons de développer des approches de conservation intégrées qui correspondent aux besoins des agriculteurs et qui les aideront à maintenir leurs méthodes agricoles traditionnelles.

Quels sont les principaux défis évoqués par les agriculteurs?

Dans certains cas, les instruments politiques ne reflètent pas les conditions nationales ou ne sont pas adaptés aux besoins des petits agriculteurs. Par exemple, les petits producteurs alimentaires du sud-est de l'Europe ont souvent du mal à se conformer aux règles et règlements en matière d'hygiène introduits dans le cadre du paquet «hygiène de l'UE». Les règles de l'UE s'appliquent, indépendamment de la taille de l'entreprise ou de l'ampleur du risque en matière d'hygiène, avec peu ou aucune flexibilité pour les contextes agricoles à petite échelle.

Ces agriculteurs éprouvent également beaucoup de difficultés à solliciter un soutien financier pour améliorer les installations à la ferme. En outre, la conception et la mise en œuvre de systèmes agroenvironnementaux pouvant soutenir les systèmes agricoles HVN ne sont pas considérées comme une priorité par les autorités nationales en Europe du Sud-Est.

Quelles sont vos priorités pour l'avenir?

En Bulgarie, nous essayons notamment d'influencer à la fois les autorités municipales et les agriculteurs à envisager les aspects liés à la nature au moment de décider comment utiliser les pâturages communaux, qui sont très répandus ici.

Nous essayons également d'encourager les autorités municipales à effectuer une surveillance. Cela est nécessaire pour offrir une perspective à long terme de la meilleure façon d'utiliser la terre, que ce soit pour le bétail ou la biodiversité.

En soulignant les bonnes pratiques, l'EFNCP entend convaincre davantage d'agriculteurs des Balkans de participer aux activités de développement rural HVN, et encourager les autorités à répondre à leurs besoins. Nous voulons également établir des partenariats de travail avec des organes de recherche et de conseil qui aideront les agriculteurs à mieux comprendre les valeurs et défis socio-économiques de l'agriculture HVN, et à révéler les bénéfices économiques de ce type d'agriculture pour la société.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Le Forum européen pour la conservation de la nature et le pastoralisme (EFNCP) est la seule organisation européenne mettant l'accent sur le maintien de l'élevage de faible intensité. Son principal objectif est un avenir économique viable pour l'agriculture à haute valeur naturelle à travers l'Europe.

Le réseau fournit un lien direct entre les projets locaux impliquant une agriculture à faible intensité et les processus d'élaboration de politiques aux niveaux national et de l'UE.

Pour plus d'informations, visitez le site www.efncp.org

REPORTAGE

Impliquer les femmes dans le programme de développement rural d'Irlande du Nord

Un élément important de l'intensification de la participation des parties prenantes au développement rural est de sensibiliser des groupes qui pourraient être marginalisés. L'Irlande du Nord a obtenu de bons résultats en soutenant la pleine participation des femmes dans le programme de développement rural (PDR) d'Irlande du Nord.

© Réseau rural d'Irlande du Nord

LE GENRE À L'AGENDA

La politique de développement rural reconnaît le rôle des femmes rurales et souligne les opportunités que le soutien du PDR peut offrir aux femmes dans les zones rurales. Les États membres sont par conséquent en mesure d'accorder une attention particulière aux besoins de développement rural des femmes, et (dans le cadre des engagements envers l'égalité des chances du PDR) de prendre des mesures pour accroître la participation des femmes aux activités du PDR.

> *« Qu'elles soient pleinement actives à la ferme, qu'elles soutiennent l'exploitation familiale, qu'elles dirigent une entreprise rurale ou qu'elles soient impliquées dans des entreprises communautaires locales, les femmes jouent un rôle actif au service de nos communautés rurales. »*
>
> *Réseau rural d'Irlande du Nord* [1]

[1] Brochure de l'étude de cas sur les femmes dans le développement rural.

Toutefois, une étude commanditée par la commission de l'agriculture et du développement rural du Parlement européen a révélé que «bien que l'intégration de la dimension de genre fasse partie intégrante du règlement sur le développement rural, certains éléments tendent à prouver qu'elle n'a pas été rigoureusement mise en œuvre à ce jour» ([2]).

Les bonnes pratiques ont été élaborées par le PDR de l'Irlande du Nord. Les autorités régionales ont adopté une approche «d'intégration de la dimension de genre» au sein de leurs politiques de participation des parties prenantes.

© Réseau rural d'Irlande du Nord

Le guide «Inspirational Rural Women» du réseau rural a reçu l'appui du ministre de l'agriculture et du développement rural d'Irlande du Nord, Michelle O'Neill.

UN GROUPE DE TRAVAIL SUR LA THÉMATIQUE DU GENRE EN IRLANDE DU NORD

L'émergence des questions de genre en tant que priorité du réseau rural d'Irlande du Nord durant la période de programmation 2007-2013 a joué un rôle central dans cette réalisation. Le réseau a créé un groupe de travail thématique sur «Les femmes dans le développement rural». Le groupe a examiné le rôle des femmes dans la vie rurale et dans les entreprises rurales.

> *La promotion de l'égalité des chances est un axe important du programme. Elle entend lutter contre les inégalités dont les femmes sont victimes, parmi lesquelles l'isolement, le chômage et la pauvreté, en introduisant des possibilités de financement pour attirer les femmes et encourager les groupes de femmes à s'impliquer.*
>
> *Teresa Canavan, réseau rural d'Irlande du Nord*

Teresa Canavan, du réseau rural d'Irlande du Nord, explique: «Afin de garantir une implication maximale des femmes du peuple dans la vie des zones rurales, le réseau rural d'Irlande du Nord a établi un groupe de travail thématique sur "Les femmes dans le développement rural", comprenant des représentants de groupes d'action locale (GAL), des clubs de jeunes agriculteurs d'Ulster, du réseau de femmes rurales d'Irlande du Nord et du partenariat agrorural.»

Les principaux objectifs du groupe étaient d'examiner les niveaux actuels de participation des femmes dans le PDR d'Irlande du Nord, d'identifier les projets de bonnes pratiques mis en œuvre par des femmes dans le cadre du PDR actuel et d'identifier les meilleures approches et les bonnes pratiques dans les thématiques qui touchent les femmes rurales.

«Le groupe a mis l'accent sur une série de problèmes auxquels sont confrontées les femmes rurales et a organisé des événements et activités pour encourager les femmes à devenir économiquement actives», poursuit Mme Canavan. «Les participantes avaient des origines, des âges et des intérêts différents; plusieurs d'entre elles étaient liées à l'agriculture et faisaient partie de familles agricoles, d'autres étaient engagées dans des groupes communautaires et bien d'autres encore avaient lancé ou développé des idées commerciales novatrices.»

Les événements couvraient des thèmes tels que l'entrepreneuriat rural, les femmes dans l'agriculture (exploitations familiales) et les femmes dans les groupes d'action locale.

L'existence même du groupe de travail thématique a été un succès, car il a rassemblé tous ceux qui avaient un intérêt spécifique pour les femmes rurales afin de discuter des défis et des opportunités à l'avenir.

Le soutien politique de haut niveau apporté au groupe de travail a également été utile. Ce soutien a été fourni par Michelle O'Neill, la ministre de l'agriculture et du développement rural d'Irlande du Nord, qui s'est intéressée au travail du groupe et a participé à son événement «Inspirational Women in Rural Development». Elle a été très impressionnée par «ce que de vraies femmes ayant une vision, une détermination et une attitude volontaire ont obtenu aussi bien au niveau local qu'à l'étranger, avec un peu de soutien du programme de développement rural».

> *J'ai eu le plaisir de participer à une des conférences du groupe de travail thématique l'année dernière et j'ai entendu les témoignages de nombreuses femmes... qui, grâce au PDR, sont maintenant à la tête de leur propre entreprise. Ces femmes sont une source d'inspiration pour moi.*
>
> *Michelle O'Neill MLA, ministre de l'agriculture et du développement rural d'Irlande du Nord*

([2]) «Women working on the farm: how to promote their contribution to the development of agriculture and rural areas in Europe», Dr Sally Shortall, Queen's University, Belfast.

CES FEMMES RURALES QUI FONT DES AFFAIRES

De nombreuses femmes ont été encouragées par les possibilités offertes par les fonds du développement rural et se sont engagées dans la mise en œuvre de toute une série de projets. Des investissements directs ont été octroyés aux entreprises, notamment pour la diversification des activités agricoles traditionnelles, la création de nouvelles entreprises, les systèmes de développement du tourisme et les projets qui visent à combler l'absence de services de base dans les communautés rurales locales.

Bon nombre de ces projets novateurs ont créé de l'emploi et c'est cet impact économique local qui est extrêmement important pour le maintien d'une bonne qualité de vie pour les habitants des zones rurales.

«Notre premier événement "Inspirational Women in Rural Development" était une vitrine destinée à mettre à l'honneur les femmes ayant reçu des fonds au titre du programme de développement rural», déclare Mme Canavan. «Nous avons eu des retours excellents, et la demande était telle que deux autres séminaires "Early Steps into Business" (Premiers pas en entreprise) très fructueux ont été organisés et ont attiré plus de 160 femmes.»

Une compilation des études de cas sur des femmes d'affaires issues de communautés rurales ([3]) a été publiée par le groupe de travail pour encourager davantage d'implication des parties prenantes féminines dans le PDR. La publication a rencontré un franc succès et s'est avérée productive.

Janette O'Hagan a bénéficié d'un soutien du PDR pour le développement d'un logiciel et la planification des activités pour «heatboss», son entreprise de régulateurs de systèmes de chauffage révolutionnaires.

www.okotech.co.uk

© Réseau rural d'Irlande du Nord

"De nombreuses entreprises existaient déjà avant que les fonds du développement rural soient mis à disposition et ont considéré ces fonds comme une opportunité à saisir pour se développer, mais pour de nombreuses autres, l'investissement les a aidées à franchir l'étape cruciale pour acheter du matériel ou investir dans la technologie permettant de concrétiser des idées."

Teresa Canavan, réseau rural d'Irlande du Nord

Il est apparu que les femmes n'étaient pas découragées par les obstacles qui pouvaient se présenter à l'engagement dans la vie de leurs régions rurales, et que, au contraire, si elles reconnaissent l'existence d'obstacles, elles sont déterminées à les surmonter et à prendre leur avenir en mains.

Les études de cas couvraient un large éventail de femmes entrepreneurs issues des zones rurales. Parmi leurs activités, citons le marketing et les services aux entreprises, l'ingénierie et le tourisme, la location de chapeaux et sacs à main, l'industrie cosmétique, les centres d'accueil de la petite enfance, la conception de textiles et la confection.

"Elles prouvent que les femmes ne peuvent être réduites à des «emplois pour femmes» et qu'elles ont les compétences, les aptitudes et l'envie d'aborder toutes les facettes du monde des affaires. Pour moi, ces femmes sont une source d'inspiration."

Michelle O'Neill MLA, ministre de l'agriculture et du développement rural d'Irlande du Nord

LES FEMMES DANS LES GROUPES D'ACTION LOCALE

Le groupe de travail thématique a constaté que 64 membres des GAL d'Irlande du Nord étaient des femmes, ce qui correspondait à 34 % des adhérents aux GAL. Cela a été jugé positif puisque cela signifiait que les femmes avaient leur mot à dire et un certain poids dans les systèmes de prise de décision des GAL.

L'une des femmes membres des GAL (et une contributrice au groupe de travail) qui a été à l'avant-garde du développement rural en Irlande du Nord est la conseillère Frances Burton. Elle est active dans de nombreuses fonctions liées à l'égalité des sexes qui encouragent les femmes à participer à la vie citoyenne. Son travail est axé sur la promotion du perfectionnement professionnel, sur la

Gillian Reid est un mentor d'entreprise agricole du Farm Family Options Mentoring Programme soutenu par le PDR d'Irlande du Nord.

Près de 75 % des entreprises agricoles encadrées lors du programme (2007-2013) avaient une ou plusieurs femmes participantes.

Pour plus d'informations, consultez le site www.countrysiderural.co.uk

© Réseau rural d'Irlande du Nord

([3]) Inspirational Rural Women — A Sharing Practice Guide.

mise en confiance et sur l'éducation des femmes afin qu'elles puissent saisir les opportunités qui se présentent à elles au sein de leur communauté locale.

"Les femmes restent sous-représentées dans les postes à responsabilité, dans l'élaboration de politiques et dans d'autres domaines. Notre conseil est visionnaire en ce sens qu'il a élaboré un plan pour soutenir et promouvoir le développement des femmes dans ces domaines."

Frances Burton, conseillère

© Réseau rural d'Irlande du Nord

Jacqueline McGonigle a bénéficié de fonds du PDR pour soutenir la programmation informatique sous-tendant sa nouvelle entreprise «WhatsOnNI». Il s'agit d'une base de données consultable d'événements organisés en Irlande du Nord.

«Les fonds du PDR qui m'ont été octroyés sont arrivés à un moment crucial de notre développement», déclare-t-elle.

Consultez www.whatsonni.com

INTÉGRATION DE LA DIMENSION DE GENRE DANS LE PDR 2014-2020

Le groupe de travail thématique a commandé une étude à l'université Queens de Belfast sur «L'intégration de la dimension de genre dans le programme de développement rural», pour examiner les possibilités d'amélioration de la participation des femmes dans le PDR 2014-2020. Cette étude a confirmé que les efforts de l'Irlande du Nord visant à impliquer les parties prenantes de sexe féminin dans le PDR étaient exemplaires en Europe, mais a recommandé que les autorités du PDR poursuivent leur travail pour améliorer la participation des femmes au cours de la période de développement rural 2014-2020.

L'autorité de gestion d'Irlande du Nord a lancé un «groupe de consultation des parties prenantes au programme de développement rural», qui a pris en considération la question de l'intégration de la dimension de genre. Deux organisations de femmes sont devenues membres du groupe et ont participé pleinement par le biais des processus de planification du PDR.

Parmi leurs contributions, citons les réponses données à une évaluation d'impact de l'égalité des chances (connue sous le nom d'EQIA). Les résultats d'EQIA indiquaient qu'il restait encore beaucoup à faire pour «augmenter la participation des femmes, pas seulement dans l'agriculture, mais dans tous les domaines qui affectent les communautés et les individus dans les zones et les industries rurales».

La preuve d'une égalité des chances dans les fonctions à responsabilité a été considérée utile, tout comme l'attention accordée à des questions pratiques pouvant améliorer la participation des femmes, comme la garde d'enfants et le moment choisi pour la tenue des réunions.

Des mesures d'atténuation supplémentaires encourageant davantage de femmes à participer aux GAL ont été suggérées. Le renforcement des capacités et un encadrement adapté ont été proposés pour ce faire. Un travail d'animation a également été jugé efficace pour développer d'éventuels projets impliquant les femmes dans le développement rural.

UN PLAN D'ACTION EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ

Un plan d'action en faveur de l'égalité a été rédigé pour la mise en œuvre du programme qui vise à améliorer la représentation des femmes dans les organes du PDR (et organes associés). Il adopte une approche de type «partenariat» pour examiner tous les aspects des processus de nomination à une fonction publique ainsi que les groupes composant l'autorité de gestion du PDR. Il entend ainsi lever toutes les barrières potentielles à la participation des femmes.

Le plan d'action préconise «des mesures de sensibilisation rapides et novatrices pour susciter l'intérêt des candidates féminines potentielles», les résultats escomptés améliorant l'équilibre hommes-femmes pour atteindre les 50-50. Parmi les mesures abordant la «faible utilisation des fonds du PDR» par les femmes, citons les «activités proactives ciblant les femmes et les groupes de femmes pour encourager les demandes de financement du PDR».

Il conviendra de procéder à une «vérification de l'égalité», au moyen de critères de sélection appliqués aux systèmes de financement individuels du PDR lors de leur conception. Un autre aspect novateur du travail de promotion sans précédent de l'intégration de la dimension de genre par les parties prenantes du PDR d'Irlande du Nord a trait aux mesures visant à renforcer le suivi et l'évaluation des incidences du PDR sur l'égalité des chances.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Teresa Canavan, réseau rural de l'Irlande du Nord: tcanavan@rdc.org.uk

info@ruralnetworkni.org.uk

www.ruralnetworkni.org.uk

Inspirational Rural Women — A Sharing Practice Guide:
www.ruralnetworkni.org.uk/download/files/Women%20In%20Rural%20FINAL.pdf

Women and Rural Development — Gender Mainstreaming Factsheet:
www.ruralnetworkni.org.uk/download/files/Gender%20factsheet(1).pdf

Recherche du professeur Sally Shortall, université Queen's de Belfast:
http://pure.qub.ac.uk/portal/en/persons/sally-shortall%28800e50ec-31ed-4328-bc8d-128ca964cb4c%29/publications.html

COUP DE PROJECTEUR SUR L'IMPLICATION DES PARTIES PRENANTES

ENTRETIEN

Dr Efi Charalambous-Snow

Services chypriotes de conseil agricole

Le Dr Efi Charalambous-Snow est responsable agricole de la section «Vulgarisation» du département de l'agriculture — l'organisme chargé des services de conseil agricole à Chypre — et une représentante du comité de pilotage des réseaux ruraux. Elle se pose en fervent défenseur de l'utilité du travail des conseillers agricoles dans le cadre du développement de l'Europe rurale.

© Dr Efi Charalambous-Snow

Pourquoi avez-vous souhaité vous engager dans les services de conseil agricole?

J'ai toujours estimé les avantages des services de conseil agricole. Je crois en leur valeur depuis l'époque où j'allais séjourner chez mes grands-parents dans leur exploitation fruiticole dans les montagnes chypriotes de Troodos. Je me souviens à quel point mes grands-parents appréciaient les conseils prodigués et le temps consacré par les conseillers agricoles.

Vous pouviez voir sur leurs visages la différence que cela faisait pour eux. Ce n'était pas uniquement dû aux nouvelles connaissances utiles acquises sur la manière d'améliorer leurs produits ou de gérer un problème. C'était aussi dû au fait qu'ils avaient le sentiment que quelqu'un s'intéressait suffisamment à eux pour leur rendre visite et les aider à améliorer leurs moyens de subsistance. En tant que petits agriculteurs, cela leur donnait un sacré regain de confiance.

Quel est, selon vous, le rôle des services de conseil agricole aujourd'hui?

Je pense qu'il est très important de montrer aux agriculteurs — en particulier aux petits agriculteurs qui sont très nombreux ici, à Chypre — qu'ils ne doivent pas se sentir abandonnés et que leur valeur est en fait bien reconnue par les autorités régionales, nationales et européennes.

Nous avons besoin que les agriculteurs produisent notre nourriture et préservent nos campagnes, et les agriculteurs sont mieux à même d'y parvenir avec des conseils sur les nouvelles méthodes disponibles et également sur le soutien qui leur est proposé. Voilà pourquoi j'estime que nous devons veiller à ce que le secteur agroalimentaire de l'Europe bénéficie de l'appui des meilleurs conseillers agricoles et pourquoi je me suis spécialisée dans les services de vulgarisation agricole.

Comment les services de conseil agricole sont-ils organisés à Chypre?

Les services de conseil agricole sont dirigés par le département de l'agriculture du ministère de l'agriculture, du développement rural et de l'environnement. Nous avons six bureaux de conseil régionaux.

Nous travaillons tous ensemble et nous constatons souvent que des problèmes de développement similaires se posent dans différentes régions de l'île. Ceux-ci sont identifiés par les évaluations annuelles des besoins que les bureaux régionaux entreprennent avant de préparer leurs propres programmes de travail locaux ciblés.

Notre travail dans le département implique de coordonner ces programmes, et nous nous chargeons souvent d'organiser des activités collectives de conseil agricole qui sont considérées comme utiles par plusieurs des bureaux régionaux. Parmi ces activités peuvent figurer la gestion de modules de formation, l'organisation de visites de transfert de connaissances ou d'autres événements.

Nous coordonnons également d'autres tâches consultatives centralisées, notamment la publication d'un magazine trimestriel, et nous coopérons étroitement avec le réseau rural national durant nos activités.

Quels facteurs de succès aident le service de conseil agricole à fonctionner à Chypre?

Les bureaux régionaux et leur personnel ont de très bonnes relations avec leurs agriculteurs locaux. Ils constituent un lien entre les agriculteurs et les autorités agricoles nationales. Les agriculteurs nous parlent de leurs besoins et intérêts que nous communiquons aux différents départements du ministère, tels que l'Agricultural Research Institute, pour qu'ils agissent en conséquence.

Les conseillers étant tous des fonctionnaires, les agriculteurs savent qu'ils agissent de manière objective, et cela permet aux agriculteurs de garder confiance en nos services. Nous constatons qu'ils préfèrent parler avec nous et nous tirons profit de cette confiance pour offrir un véritable service ascendant.

Dans le cadre de la période 2007-2013 du PDR, nous avons essayé d'utiliser des services consultatifs privés, mais nous nous sommes rendu compte qu'ils n'étaient pas largement utilisés par les agriculteurs chypriotes. Ici, les plus petits agriculteurs sont souvent des agriculteurs à temps partiel et ils doivent être convaincus que les coûts d'un service de conseil agricole produiront suffisamment de bénéfices financiers avant d'y recourir. Cela semblait être un défi pour de nombreux petits agriculteurs, et seul un nombre très limité d'agroentreprises, souvent d'une certaine taille, recouraient aux conseillers du secteur privé.

Pouvez-vous nous donner un exemple concret d'un impact positif des services de conseil sur les agriculteurs chypriotes?

Un bon exemple est la manière dont nous avons mis en contact les chercheurs et les agriculteurs qui rencontraient des problèmes avec le fusarium dans les melons et pastèques. Avec le concours de spécialistes de la propagation, nos phytopathologistes ont été en mesure de mener une recherche appliquée. Ils ont travaillé avec les agriculteurs pour trouver une solution novatrice.

Cette solution impliquait de greffer des plants de pastèques sur des porte-greffes qui étaient résistants aux maladies transmises par le sol (comme la citrouille). Cette solution a permis de surmonter le problème et a aidé nos agriculteurs à redevenir compétitifs. Le fait d'être un réseau de bureaux de conseil locaux a alors été utile pour transférer les nouvelles connaissances à travers tout le pays.

Comment le service de conseil agricole coopère-t-il avec la cellule d'animation du réseau rural national?

Chypre est un petit État membre et il est donc assez facile pour la cellule d'animation nationale et pour nous de coopérer car nous nous connaissons bien. Nous sommes tous basés au département, mais nos tâches sont bien délimitées, ce qui est important pour éviter tout doublon dans nos actions.

La cellule d'animation met l'accent sur la fourniture d'informations et de conseils concernant les questions liées au PDR, tandis que nous nous occupons d'un éventail plus large de thématiques agricoles, notamment le reste de la politique agricole commune. Mes collègues de la cellule d'animation passent plus de temps à travailler avec des organisations agricoles ou autres groupes de développement rural, tandis que nous déployons un travail de consultance plus individuel et direct avec les agriculteurs.

Comment la mise en réseau peut-elle soutenir vos objectifs?

Comme je l'ai dit auparavant, les services de conseil privés n'ont pas vraiment décollé à Chypre. Pour cette raison, nous n'avons pas inclus de mesure de la consultance agricole dans notre PDR 2014-2020. Cela signifie que, ensemble avec le réseau rural, nous pouvons faire davantage pour améliorer les opérations de nos agriculteurs, en les rendant plus compétitifs et plus écologiques. Je pense que la coopération est un instrument très utile pour ce type de travail, et nos conseillers vantent les

Les conseillers agricoles de Chypre utilisent des outils tels que des vidéos pour transmettre leur message aux agriculteurs dans l'ensemble du pays.

© Département de l'agriculture, Chypre

avantages de la mise en réseau entre différentes parties prenantes de la chaîne d'approvisionnement.

Une bonne communication est essentielle dans ce cas, car nous pourrions avoir besoin de convaincre certains agriculteurs que leurs voisins ne sont pas des concurrents. Je sais que ce problème n'est pas propre à Chypre et qu'il est reconnu par tous les services de conseil agricole européens. Chacun peut tirer profit de la coopération et nous devons comprendre que nos concurrents sont en réalité les pays en dehors de l'UE, bien plus que nos voisins directs.

Les compétences de communication dans les services consultatifs sont vitales pour promouvoir de nouvelles idées pouvant doper la rentabilité. Par exemple, nous encourageons les agriculteurs à réfléchir aux opportunités qu'ils pourraient exploiter en choisissant des cultures pouvant être récoltées plus tôt ici par rapport à d'autres pays. Les pommes de terre sont un bon exemple.

Quel est votre message final au REDR sur le rôle des services de conseil agricole à l'appui de l'engagement des parties prenantes?

Je pense réellement que les nouvelles idées ouvrent d'innombrables possibilités et c'est pourquoi je soutiens le concept du REDR. À mon sens, le REDR est un mécanisme très utile pour acquérir de nouvelles connaissances venant d'autres régions que nous pourrions appliquer à Chypre, et vice versa bien évidemment.

Nous avons déjà constaté les bienfaits du transfert des bonnes pratiques originaires d'autres pays. Je suis donc très heureuse que le REDR s'attelle à vérifier que les bonnes pratiques identifiées sont bien utilisées — cet apprentissage ne doit pas prendre la poussière sur une étagère. Les services de conseil agricole d'Europe peuvent jouer un rôle clé en convertissant les bonnes pratiques en évolutions concrètes à travers les campagnes des États membres.

Des échanges concrets et une mise en réseau en face-à-face sont de bons moyens d'y parvenir. Je sais que de nombreuses publications sont produites, mais nous n'avons pas toujours le temps de les lire, et un des enseignements les plus mémorables de ma formation en vulgarisation agricole est que «voir c'est croire».

Nous pouvons essayer de persuader les agriculteurs de changer leurs pratiques de plusieurs manières, mais leur montrer comment faire plutôt que le leur dire est une approche bien plus efficace. C'est pourquoi j'aime les visites sur le terrain, les posters et les vidéos en tant qu'outils de consultance, car ils permettent véritablement aux agriculteurs de voir la vérité par eux-mêmes et de ne pas devoir s'en remettre à la théorie de quelqu'un d'autre.

Je me réjouis de promouvoir davantage ce principe de «voir c'est croire» dans mes différentes fonctions nationales et européennes au sein du service de conseil agricole. J'encourage d'ailleurs toutes les parties prenantes du REDR à faire bon usage des services de conseil existants afin d'aider les agriculteurs européens à nous nourrir et à prendre soin de nos campagnes.

© Département de l'agriculture, Chypre

La production de vin, d'olives, d'agrumes, etc., est depuis longtemps une activité économique importante à Chypre. Plusieurs vignobles sont situés sur les flancs des montagnes Troodos de l'île.

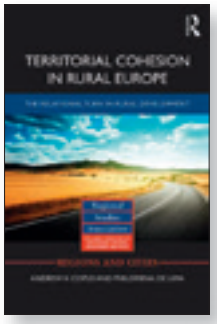
Livres et publications

Cohésion territoriale dans l'Europe rurale

Le virage relationnel dans le développement rural

Andrew K. Copus, Philomena de Lima

Ce livre est le 76e de la série *Regions and Cities,* publié par Routledge et préparé par la Regional Studies Association. Il est destiné aux personnes impliquées dans le développement local/rural/régional dans l'UE et dans les politiques afférentes.



Il examine comment les zones rurales européennes ont changé ces dernières années et note d'importants écarts de développement selon les régions. Les auteurs affirment que l'Europe rurale est devenue très polarisée et n'a pas réussi à relever les défis récents, malgré les approches territoriales.

Les auteurs énoncent les principes de la dénommée «politique de cohésion rurale» tout en appelant à des approches plus décentralisées pour soutenir les divers potentiels de développement des zones rurales spécifiques aux régions.

La critique du livre peut être consultée dans *Studies in Agricultural Economics* 2014/116/3, Andrew F. Fieldsend

ISBN 978-0-415-85950-9

Transfert et apprentissage du modèle LEADER en Europe centrale

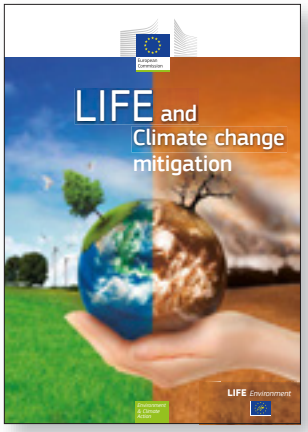
Marie-Claude Morel, Pascal Chevalier et William Lacquement

Publié par le Cercec (Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen), ce livre examine les mécanismes et modalités pratiques du processus de transfert du modèle de développement local LEADER dans les pays d'Europe centrale depuis leur adhésion à l'UE.

La publication offre une meilleure compréhension de la manière dont les acteurs sociaux ont adopté les principes LEADER et mobilisé leurs ressources pour développer des stratégies de développement efficaces. Elle offre en outre un aperçu des effets de l'adoption du modèle sur les systèmes politiques des États membres.

Ce livre est disponible uniquement en français.

ISBN 978-2-343-04082-0



LIFE et l'atténuation du changement climatique

Commission européenne

Cette publication donne un aperçu de la politique de l'UE en matière de climat et propose toute une série d'exemples de bonnes pratiques issues de plus de 200 projets LIFE dans des domaines allant de l'agriculture et la sylviculture à l'énergie et aux transports.

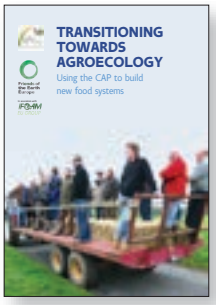
Les fermes étant responsables d'environ 10 % des émissions totales de gaz à effet de serre dans l'UE, l'amélioration de leur performance environnementale est inscrite au rang des priorités d'Action pour le climat de l'UE. Une section spécifique consacrée à l'agriculture détaille les projets LIFE qui ont proposé des méthodes d'action pour le climat précieuses et des techniques d'atténuation intégrées avec succès dans la pratique agricole.

ISBN 978-92-79-43945-2

Entamer une transition vers l'agroécologie. Utiliser la PAC pour construire de nouveaux systèmes alimentaires

Arc2020, Friends of the Earth Europe, IFOAM UE

Cette nouvelle brochure compile les bonnes pratiques en matière d'approches agroécologiques de l'agriculture dans divers États membres de l'UE. La transition vers l'agroécologie signifie abandonner les méthodes agricoles conventionnelles au profit de méthodes intégrant les préoccupations environnementales et sociétales de manière plus cohérente.



Les exemples de bonnes pratiques ont été sélectionnés également sur la base de l'utilisation d'une approche de type «communauté de pratique» — soit un réseau de participants égaux (agriculteurs, services consultatifs, décideurs politiques locaux, militants dans le domaine de l'alimentation, entreprises de développement local, etc.), travaillant ensemble pour atteindre un objectif commun.

La publication préconise de faciliter l'utilisation des fonds du PDR pour soutenir la transition vers l'agroécologie.

Studies in Agricultural Economics

Research Institute of Agricultural Economics

La publication *Studies in Agricultural Economics* est une revue en libre accès destinée aux décideurs politiques, aux praticiens du développement agricole et rural, et aux chercheurs ayant un intérêt particulier pour l'Europe centrale et du Sud-Est.

La revue offre une compilation de documents de recherche, d'analyses de politiques et de critiques de livres sur l'économie agricole et le développement rural. Plus particulièrement, elle explore des sujets liés à la production agricole et à la compétitivité, la gestion des ressources environnementales, la gestion de la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire, l'économie rurale et la sociologie, ainsi qu'au développement d'une société fondée sur l'information et les connaissances dans les zones rurales.

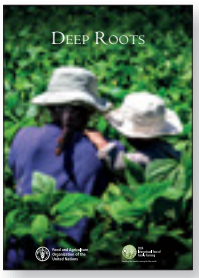
Le dernier numéro (vol. 116, nº 3, 2014) met l'accent sur le dixième anniversaire de l'adhésion à l'UE des dix pays d'Europe centrale et de l'Est. Il passe en revue l'européanisation de leurs politiques de développement rural, le nouveau phénomène de périphérisation et la gestion des risques au niveau de la ferme.

Agriculture familiale

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

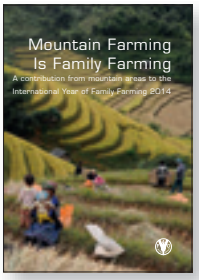
À l'occasion de l'Année internationale de l'agriculture familiale 2014, la FAO a produit plusieurs publications en libre accès dans le cadre de l'effort mondial visant à accroître la visibilité de l'agriculture familiale dans les politiques agricoles, environnementales et sociales.

Vers une agriculture familiale plus forte se penche sur le dialogue politique avec de nombreuses organisations de la société civile pour identifier les besoins spécifiques des agriculteurs familiaux par région.



Deep Roots examine l'évolution de la politique en faveur de l'agriculture familiale et les actions prises aux niveaux international, national, régional et local, en partageant les perspectives de plus de 100 auteurs issus d'organisations gouvernementales et de la société civile.

ISBN 978-92-5-108535-6



Axée sur l'importance de l'agriculture familiale de montagne pour le développement durable, la publication ***L'agriculture de montagne est une agriculture familiale*** collecte des études de cas originaires de tous les pays du monde pour donner un aperçu des changements mondiaux affectant le secteur et des stratégies développées par les communautés montagnardes pour y faire face.

ISBN 978-92-5-107975-1 (papier)

PUBLICATIONS DU REDR

Restez au courant des dernières nouvelles, points de vue et évolutions du développement rural européen en lisant les diverses publications du REDR.

Celles-ci sont disponibles à la section «Publications» à l'adresse http://enrd.ec.europa.eu, ou en s'abonnant à l'adresse subscribe@enrd.eu/fr. Pour plus d'informations, contactez info@enrd.eu

REVUE RURALE EUROPÉENNE

La *Revue rurale de l'UE* est la principale publication thématique du REDR. Elle présente les dernières avancées et connaissances sur une thématique particulière ayant trait au développement rural en Europe. Les thèmes vont de l'entrepreneuriat rural et de la qualité alimentaire au changement climatique et à l'inclusion sociale. Elle est publiée deux fois par an en six langues (DE, EN, ES, FR, IT, PL).

N° 18 — L'agriculture biologique

N° 17 — L'agriculture familiale

N° 16 — Transfert de connaissances et innovation dans le cadre de la politique de développement rural

BROCHURE DE PROJETS FEADER

Le REDR publie des brochures présentant des exemples intéressants de projets financés par le Feader. Chaque numéro met en évidence des exemples de projets fructueux sur une thématique particulière du développement rural. L'objectif des brochures est de mettre en lumière les réalisations du Feader et d'inspirer des projets futurs. Elles sont publiées en six langues (DE, EN, ES, FR, IT, PL).

Priorités 2014-2020 pour le développement rural

EAFRD — Project Examples 2007-2013

EAFRD — Exemples de projets en faveur de l'inclusion sociale

COMMENT VOUS PROCURER LES PUBLICATIONS DE L'UNION EUROPÉENNE?

Publications gratuites:

- un seul exemplaire:
  sur le site EU Bookshop (http://bookshop.europa.eu);
- exemplaires multiples/posters/cartes:
  auprès des représentations de l'Union européenne (http://ec.europa.eu/represent_fr.htm),
  des délégations dans les pays hors UE (http://eeas.europa.eu/delegations/index_fr.htm),
  en contactant le réseau Europe Direct (http://europa.eu/europedirect/index_fr.htm)
  ou le numéro 00 800 6 7 8 9 10 11 (gratuit dans toute l'UE) (*).

(*) Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits (sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques).

Publications payantes:

- sur le site EU Bookshop (http://bookshop.europa.eu).

KF-AN-15-001-FR-N

Le REDR en ligne

Site internet du REDR

Consultez le site internet du REDR à l'adresse http://enrd.ec.europa.eu/fr pour découvrir tout ce que vous devez savoir sur le REDR et le développement rural en Europe. Parcourez les dernières nouvelles et mises à jour sur la politique et les programmes de développement rural et accédez à des outils spécifiques, notamment:

- **le portail du développement rural** 2014-2020 — découvrez les nouveautés de la période de programmation du développement rural 2014-2020;
- **la base de données des projets du PDR** — contenant des exemples intéressants de projets fructueux de développement rural financés par le Feader;
- **le portail LEADER** — un guichet unique d'outils et d'informations sur la méthode de développement local LEADER;
- **le portail de communication du développement rural** — inspirez-vous de cette base de données compilant les pratiques de communication qui ont été utilisées avec succès.

Le REDR sur les médias sociaux

Trouvez le média social qui vous convient:

Visitez la page Facebook du REDR pour des exemples de pratiques de développement rural des quatre coins de l'UE — et pour les dernières nouvelles et tendances.

Regardez des vidéos sur les projets de développement rural et les questions thématiques sur **EURural YouTube**.

Suivez @ENRD_CP sur Twitter pour suivre les dernières évolutions en matière de politique de développement rural de l'UE, les nouvelles et les événements.

Rejoignez le **groupe LinkedIn du REDR** pour des débats, des échanges et des discussions sur la politique de développement rural et les problèmes de mise en œuvre.

ENRD Contact Point
Rue de la Loi 38 (bte 4)
1040 Bruxelles
BELGIQUE
info@enrd.eu
Tel. +32 28013800

Office des publications

http://enrd.ec.europa.eu

European Network for Rural Development